

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Doctrines d'Action (Amédée Dunois). — La Semaine Politique (C.-E. Labrousse). — La Semaine Internationale (Robert Pelletier). Discussions Communistes (Antonio Coen, Jean Parceval). — Résolutions de la Conférence de l'Exécutif élargi.

DOCTRINE D'ACTION

Il paraît s'étonner, dans certains milieux communistes, que la résolution d'Aubervilliers repoussant la tactique du front prolétarien unique, n'ait pas mis fin mécaniquement aux discussions qui, après Marseille, s'étaient ouvertes dans le Parti. Comme si les résolutions de congrès, qui ne valent qu'en vue de l'action immédiate, avaient jamais arrêté la réflexion des esprits, le mouvement de la pensée !... Comme s'il était interdit d'en appeler d'un parti mal informé, et dont la sensibilité s'est trouvée mise à vif par la brusquerie d'un mot d'ordre inopiné, à un parti mieux informé !... Comme si, enfin, le front unique parce qu'il a eu tort en première instance était irrévocablement condamné !

Avez-vous remarqué que c'est bien souvent en se déjugant peu à peu que progressent les partis politiques ? Le socialisme français s'est déjugé sur la guerre qu'il avait tout d'abord presque unanimement acceptée ; il s'est déjugé sur la révolution soviétiste, sur l'adhésion à la III^e Internationale. Il se déjugera tôt ou tard sur la tactique du front unique. Je professe là-dessus un optimisme inébranlable qui me permet d'accueillir sans sourciller des défaites momentanées. La défaite, je ne la crains pas ; j'en ai vu d'autres au cours de ma carrière, et qui engageaient plus gravement l'avenir !

..

Ce n'est pas seulement sur le fait que le front unique a pour lui l'Internationale com-

muniste que mon optimisme se fonde. Evidemment ce n'est pas rien que d'avoir avec soi l'Internationale. Car enfin trente partis délibérant ensemble et qui aboutissent à des conclusions à peu près unanimes, ont moins de chances de se fourvoyer qu'un seul parti n'ayant pour lui que son expérience propre !

Mais au dessus de la vérité de l'Internationale, qui n'est pas rien, je le répète, il y a la vérité marxiste qui, pour des communistes, est « inaliénable et imprescriptible ». Lorsqu'on s'efforce de considérer toutes choses du point de vue du Manifeste communiste, on ne risque guère de se laisser entamer par la sentimentalité un peu creuse des arguments de l'adversaire. Le « point de vue du Manifeste communiste », c'est en d'autres termes, celui du prolétariat. Qu'importent à celui qui s'y place les canailleries de tel ou tel majoritaire confédéral, la rouerie ou l'astuce de tel ou tel chef dissident ! Tant que Jouhaux, Blum et Longuet conserveront un reste d'influence sur le prolétariat, on n'a pas le droit de les considérer comme n'existant plus ; on a le devoir, au contraire, de les appeler, avec leurs derniers bataillons, à toutes les luttes économiques et politiques qui exigent le concours de la totalité des forces ouvrières. Et cela, non pas, bien entendu, dans l'intérêt de Jouhaux et de Blum, mais dans l'intérêt du prolétariat — et je dirai plus, dans l'intérêt du communisme lui-même, auquel il ne peut suffire de livrer des batailles, mais qui se doit de les gagner.

On nous dit — c'est Daniel Renoult — que nous revenons à vingt ans en arrière, que nous retardons sur la motion d'Amsterdam elle-même, que nous désarmons la Révolution devant ses pires adversaires.

La motion d'Amsterdam, je crois la connaître bien : avant de m'inscrire au Parti, en 1912, je l'ai lue et relue longuement, pesant chaque mot, chaque syllabe. Elle ne condamne pas le front unique (comment l'eût-elle fait, puisqu'il n'était pas né !). Elle se réfère à des conjonctures pratiques bien différentes. Elle condamne à la fois le bloc des gauches et le ministérialisme, dont, en 1904, la France socialiste venait de faire quatre ans durant la piteuse expérience. Mais elle ne condamne pas le bloc prolétarien et ne prévoit aucunement — et pour cause — le cas où les communistes se trouveraient en face d'un gouvernement social-démocrate. En France, dans notre France de 1922, la question d'un gouvernement purement socialiste est loin, très loin encore de se poser ; la question qui se pose, c'est celle du bloc prolétarien, autrement dit du front unique.

Comment soutenir raisonnablement que le bloc prolétarien désarmerait la Révolution ? Peut-on concevoir sérieusement que la révolution communiste soit autre chose que le dernier anneau de cette longue chaîne qu'est la révolution prolétarienne ? S'imaginer-t-on que la révolution prolétarienne puisse être l'œuvre exclusive d'un parti communiste, raidi dans son intransigeance et dans son isolement ? Mais si cela pouvait être, pourquoi se donner la peine de gagner les syndicats aux idées communistes, de manière à pouvoir entreprendre de concert avec eux de ces mouvements de masse qui seuls auront raison du régime ?

Loin de désarmer la Révolution, le front unique lui donnera une armée. Oui, la tactique du front unique fera du Parti communiste le véritable Parti de masses, qu'il a la prétention de devenir, mais qu'il n'est pas encore, tant s'en faut. La phraséologie révolutionnaire, avec ses éternels : *Marchons ! marchons !* empruntés à la tragédie classique, n'a rien à voir avec le mouvement réel ; et plus que jamais je crois que le vieux Marx avait raison quand il disait que *tout pas fait en avant par la classe ouvrière, toute action entreprise par elle « vaut mieux qu'une douzaine de programmes »*. Le front prolétarien unique, c'est la possibilité de vastes actions de classe contre

la réaction capitaliste, où le Parti communiste pourra se déployer tout entier.

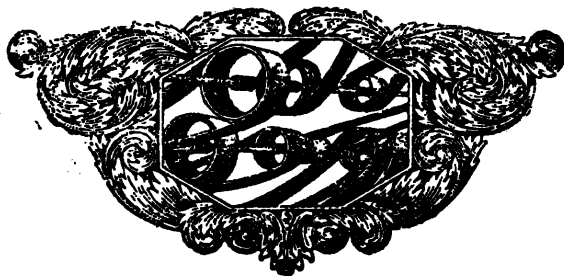
Ce qui risquerait à la longue de nous amener au désarmement révolutionnaire, ce ne peut être que l'inaction ou, si l'on préfère, la non-résistance aux brutales agressions du patronat capitaliste. Partout à cette heure dans le monde, les lock outs et les grèves font rage, et partout où le patronat dispose du pouvoir politique, le prolétariat est écrasé. Si le capitalisme réussit cette offensive universelle, c'est sa situation historique sauvegardée pour au moins cinquante ans. Allons-nous donc, par crainte de ne pas paraître assez communistes, assez révolutionnaires, assez avancés, laisser le capital parachever son œuvre d'écrasement ouvrier ? C'est là qu'est toute la question. Il m'est assez indifférent d'apparaître, aux yeux de certains camarades, mal désenfarinés de logomachie démocratique, comme un « communiste de droite » si, par l'application du front unique, est brisée l'offensive des rois du fer et du coton ?

Car c'est cela seul qui m'occupe et m'inquiète, et non pas de savoir si le front unique est de droite ou de gauche, s'il retarde de vingt ans, ou s'il avance de dix, et si les dissidents y trouveront plaisir.

Je n'aime ni les dissidents de la rue Feydeau ni les majoritaires de la rue Lafayette. Mais enfin ce n'est pas d'eux qu'il s'agit. Il ne s'agit plus à cette heure seulement de nos querelles de partis, de nos chicanes d'organisations ; il s'agit de la lutte de classes ; il s'agit de dresser, s'il se peut, contre la bourgeoisie, tout le prolétariat.

Le front unique est une doctrine d'action ; tôt ou tard il aura raison de la phrase, fut-elle archi-révolutionnaire. Tant pis pour ceux qui ne le comprennent pas !

Amédée DUNOIS.



La Semaine Politique

LA CONFÉRENCE DE GÈNES

Le 10 avril dernier, à trois heures de l'après-midi, M. Facta ouvrait la Conférence de Gènes. Il est fort possible qu'au moment où paraîtront ces lignes, il en ait prononcé la clôture. Un mois de discussions, de mémoires, de déjeuners et de discours n'aura abouti à aucune solution d'entente européenne. C'est, à Gènes comme à Washington, l'échec radical des projets officiellement annoncés. Mais, à la différence de Washington, Gènes marquera une date décisive dans l'histoire : l'imminence de la rupture franco-britannique et la rentrée de la Russie dans la politique mondiale sont des faits d'une portée inestimable. Nous les avons formellement annoncés ici l'un et l'autre. L'état de l'Europe permettait ces prophéties faciles.

Voilà donc la bourgeoisie incapable de s'entendre pour relever les ruines accumulées par elle depuis huit ans. Elle rejette toute solution de solidarité européenne. C'est la vieille politique des alliances et des équilibres qui continue. Mais en même temps, la première République socialiste hisse son drapeau au milieu du vieux monde.

Les Défaites

L'ordre du jour officiel de la Conférence était très chargé. Il comportait notamment, à côté du « grand dessein », les questions vitales des changes et des transports. La reconstruction économique de l'Europe n'en primait pas moins toutes les autres questions. « Notre fin principale doit être de rétablir en Europe une cohabitation pacifique des peuples, de coordonner leurs économies nationales fatalement détruites par la guerre », déclarait le président de la Conférence à la séance d'ouverture. Il disait également : « ... Ici est effacé le souvenir des haines et des ressentiments nés de la guerre. Il n'y a plus ici ni amis ni ennemis, ni vainqueurs ni vaincus, mais seulement des hommes et des nations qui veulent réunir en faisceau toutes les énergies pour atteindre en commun un but très élevé... », un but qui consiste simplement — selon les puissances invitées — à relever l'immense région dévastée qu'est l'Europe, de l'Angleterre à la Russie, et

à donner du travail et du pain à trois cents millions d'hommes « qui ne produisent pas ou qui produisent peu par suite du manque d'outillage et de moyens de transport ».

Ce grand dessein, la Conférence de Gènes a dû y renoncer. Nous ne ferons pas ici la recherche ni le départ des responsabilités. Nous constatons l'échec. La question vitale des réparations, qui domine toute la politique européenne, n'a pas même été évoquée. Mieux encore : la bourgeoisie interalliée affirme son impuissance devant l'immense péril qui approche avec l'échéance du 31 mai. Incapable d'asseoir la paix, elle se montre également incapable de prévenir la guerre.

La Conférence, dans son objectif officiel et essentiel a donc radicalement échoué. Il en va de même dans les questions des changes et des transports.

Aucune solution n'a été donnée à la première, à la suite de l'attitude de la France, de l'Italie et de la Belgique, qui se sont opposées à toute politique de stabilisation :

« Cette politique, écrit justement M. Keynes, déterminera des fluctuations qui pourront osciller de 100 à 200 pour cent dans un avenir proche. Aussi longtemps que cette politique d'anti-stabilisation sera officiellement maintenue, il est prématuré de passer son temps à chercher une solution pour résoudre les difficultés techniques de stabilisation causées par une telle méthode. Est-il beaucoup plus utile pour ces Etats, qui, actuellement, sont opposés à la stabilisation, d'envoyer des représentants à des conférences monétaires, à Gènes, à Londres ou ailleurs ? »

Le problème des transports n'a donné lieu de son côté qu'à d'inoffensifs palabres.

C'est ailleurs que dans les articles du programme officiel qu'il faut chercher l'actif du bilan de la Conférence de Gènes.

La Rupture franco-anglaise

La Conférence de Gènes aboutit en fait à la rupture de l'entente franco-britannique. Bornons-nous, pour aujourd'hui, à l'étude de ce seul résultat. L'Angleterre cherchera ailleurs ses amitiés. L'humanité gravira encore sa route

selon les formules et les méthodes des vieilles diplomaties. L'événement était facile à prévoir (1).

Entre la France et l'Angleterre capitalistes s'affirme en effet une opposition vitale que des pudeurs enfantines s'obstinaient vainement à masquer. Une note officieuse ne déclarait-elle pas, deux jours avant l'ouverture de la Conférence, que « l'Angleterre et la France feront tout leur possible pour s'entendre à Gênes, et que, en tout cas, il n'y aura aucune divergence grave ? » Tant de candeur dans le mensonge désarme.

En réalité, la politique générale de la bourgeoisie anglaise est dominée aujourd'hui, comme elle l'était hier, par la crainte d'un désastre économique et particulièrement par la nécessité de mettre un terme à la menace révolutionnaire du chômage.

La politique générale de la bourgeoisie française est dominée par la crainte d'un désastre financier, et particulièrement par la nécessité d'éloigner la menace révolutionnaire de la faillite.

Le problème anglais ne peut se résoudre que par un regain d'exportations, rendu jusqu'ici impossible par l'effondrement des devises de l'Europe centrale, et, particulièrement, du mark, dont la chute catastrophique rend tout achat en Angleterre, libellé en livres, pratiquement impossible. Le but essentiel à atteindre par l'Angleterre est donc l'assainissement des finances du Reich et le relèvement du mark. Pour atteindre ce but, toute la politique anglaise est orientée vers une révision radicale des clauses financières du traité de Versailles.

Une telle politique renverse toutes les données de la politique française. C'est une question vitale pour la bourgeoisie française qui s'est refusée au moment opportun à consentir les sacrifices fiscaux nécessaires, d'obtenir de l'Allemagne les sommes inscrites à « l'état des paiements » dressés l'année dernière lors de l'accord de Londres et « acceptés » par le vaincu le 10 mai 1921. Avec ces paiements, dont qu'elle conserve l'illusion d'obtenir l'exécution, la bourgeoisie française espère couvrir une forte partie de son déficit. Sans ces paiements, à moins que n'intervienne une combinaison financière internationale encore imprévisible, c'est la banqueroute. La bourgeoisie française risque son existence comme classe dirigeante, sur l'exécution des clauses financières acceptées par l'Allemagne. La bourgeoisie anglaise risque son existence comme classe

dirigeante sur la non-exécution des clauses. Examinons d'un peu plus près ce schéma.

Pour que l'Angleterre vive, il faut que l'Angleterre vende. Il faut qu'elle exporte ses cotons, ses lainages, sa houille et son fer. Son mouvement commercial était, en 1914, le premier du monde : 31 milliards de francs, alors que le commerce allemand, classé à un rang immédiatement inférieur, n'atteignait que 22 milliards. L'Angleterre avait en l'Allemagne son premier client. C'était la douce époque de la paix et de la stabilisation des changes.

Aujourd'hui l'effondrement de la plupart des devises européennes rejette l'Angleterre hors du commerce européen. L'élévation prohibitive de la livre rend, pour les pays à change pauvre, toute relation impossible avec le richard britannique. Un franc allemand vaut 2 centimes à Londres. Il s'est formé ainsi, autour de l'Angleterre, un blocus des changes qui frappe de mort lente l'industrie et le commerce britanniques, aussi sûrement qu'un blocus de guerre.

A ce marasme économique, correspond la menace révolutionnaire du chômage.

Dans son discours d'Inverness M. Lloyd George n'a pas caché son anxiété d'un tel problème dont il comprend toute l'importance politique. Il dénonçait alors l'instabilité des changes comme cause essentielle de la crise économique et sociale. A noter qu'à cette époque, le dernier effondrement du mark ne s'était pas encore produit.

La bourgeoisie anglaise ne s'y trompe pas. Le relèvement de ses clients européens lui apparaît à juste titre comme la condition essentielle d'une reprise des affaires. Son porte-parole au ministère des Finances, sir Robert Horne, chancelier de l'Echiquier, déclarait dans un récent discours :

L'Autriche et la Russie, autrefois nos clients, ne peuvent plus nous acheter nos produits, ce qui, pour nous, engendre pour une bonne part le chômage et la dépression commerciale actuels. Mais si, à cette situation déjà particulièrement déplorable, on doit ajouter une Allemagne complètement ruinée, le mal se transformera immédiatement en une catastrophe européenne incommensurable.

Il faut donc veiller avec sollicitude sur la situation financière de l'Allemagne, soigner et relever son mark moribond. Une telle politique affirme son incompatibilité radicale avec l'exécution des clauses financières de l'acte de Versailles. Un financier bien connu, sir Edward Moreky Edgar, n'en a rien caché :

Le continent européen tout entier, a-t-il déclaré, est dans un état d'instabilité et de dépression, parce qu'on a imposé à l'Allemagne une tâche financière impossible. Et la dépression du continent vient

(1) Cf. *Bulletin Communiste* du 15 décembre 1921, Semaine politique, p. 928 et suivantes.

de ce qu'un marché, qui, avant la guerre, prenait 40 % de nos exportations valant à peu près 200 millions de livres sterling par an, a pratiquement cessé d'exister. Aucun des pays qui entourent l'Allemagne ne peut se relever, tant que l'Allemagne ne sera pas debout, tant qu'on compromettra son équilibre par les échéances de l'indemnité. L'imposition de l'indemnité contribue à déprécier le mark. Avec l'aide de ce mark déprécié, l'Allemagne se met à exporter tant qu'elle peut. Elle fabrique à des prix défilant toute concurrence. Tous les pays alliés, et nous autres Anglais les premiers, ont encore à apprendre qu'ils gagneront dix fois plus en faisant des affaires avec l'Allemagne qu'en exigeant les réparations. C'est par le commerce et par le commerce seulement, qu'on peut créer des richesses nouvelles et débrouiller le chaos des changes.

Est-il besoin d'insister davantage ? On s'en rend compte parfaitement : c'est une question vitale pour l'Angleterre que l'Allemagne ne paie pas. Faudra-t-il démontrer aussi longuement que c'est une question vitale, pour la France, que l'Allemagne paie ? C'est un fait du domaine commun, que, sans les fameux milliards allemands, notre bourgeoisie ne sait pas

où trouver les milliards de son budget recouvrable. Et ses budgets ordinaire et extraordinaire s'annoncent déjà, comme nous l'avons vu au cours d'une précédente étude, avec un déficit de 5 milliards 1/2 pour les années qui viennent. On sait d'ailleurs que l'application du traité de Versailles n'est pas, pour elle, une solution. Battue à la commission des réparations, dominée, déroutée, par les lois de l'échange international que son avidité imbécile a déclanchées contre elle, la bourgeoisie française va, d'une course accélérée, à la débâcle financière.

La rupture franco-anglaise, à quoi aboutissent deux politiques inconciliables, doublera cette débâcle financière d'une débâcle diplomatique, que sanctionnera bientôt un redoutable isolement moral.

Nous en sommes là. C'est là que nous a conduits la grande illusion de la guerre qui paie. L'Economie ne pouvait pas rêver plus magistrale revanche sur la Politique.

C.-E. LABROUSSE.

La Semaine Internationale

La Conférence de Gênes et le dogme de la Propriété

La Conférence de Gênes est entrée dans sa dernière phase. Dès maintenant on peut en apercevoir les résultats essentiels. Depuis un mois que dure cette passe d'armes diplomatique ce qui ressort en premier lieu c'est le succès remporté par les Soviets.

Les Alliés, en dépit de leurs profondes divisions avaient tenté de faire le front unique des capitalistes contre la Russie. Le memorandum de Londres établi par les experts alliés était le fruit de cet effort.

Depuis le 10 avril, la délégation russe, fermement appuyée sur les principes de la Révolution a su rompre cette unité et jamais depuis 1914 la discorde ne fut aussi intense qu'aujourd'hui entre les capitalistes européens. Quelle que soit la forme diplomatique que prendra la clôture de la conférence, on peut être assuré que le traité russo-allemand ne restera pas le seul de son espèce. La Russie va enfin pouvoir se procurer pour sa reconstruction les éléments indispensables, ceux qui lui ont toujours fait défaut, ceux que le faible développement de l'industrie russe ne pouvait faire sortir du sol, et qu'aucun régime n'aurait pu trouver à l'intérieur des frontières.

Qu'il s'agisse des industriels allemands, tchéco-slovaques, anglais ou italiens, cette res-

tauration de la Russie n'est sans doute envisagée par eux que comme une affaire. Mais ceux qui s'offrent à aider la Russie sont si nombreux, le marasme commercial et industriel de l'Europe a fait se tourner vers Moscou tant de capitalistes que la célèbre loi de l'offre et de la demande de l'économie bourgeoise a joué en faveur des Soviets qui pourront trouver les concours nécessaires dans des associations qui laissent intacte la nationalisation des richesses.

Les journaux bourgeois ont publié ces jours-ci un projet d'entente, non signé encore entre les Soviets et le trust anglo-hollandais des pétroles. Sans nous prononcer sur l'absolue exactitude du document il est tout à fait intéressant de remarquer que les capitalistes de la *Shell-Royal Dutch*, aux termes de ce projet de contrat, participeront techniquement à l'organisation de la production et de la vente, moyennant sans doute différents avantages, mais ces avantages strictement délimités ne touchent en rien la propriété des gisements qui reste aux Soviets.

La *Shell-Royal Dutch* deviendrait en somme l'agent général pour la vente extérieure du pétrole caucasien. Elle préléverait une commission comme tout agent général, mais non seulement les Soviets restent propriétaires du gisement mais ils ont le droit de vendre directement jusqu'à 50 % de la production.

Si d'autres peuples européens renversent le

capitalisme, le pétrole qui leur sera nécessaire pourra leur parvenir sans subir aucun prélèvement capitaliste. Mais jusqu'à ce jour la situation était la suivante :

Les Soviets étaient en possession d'une richesse formidable, le pétrole, et ils avaient grand besoin de l'exporter afin de pouvoir importer en échange des locomotives et des machines agricoles. Mais aucun bateau pétrolier n'allait à Batoum se ravitailler. Les industriels français du pétrole, par exemple, n'auraient jamais acheté un seul litre de carburant aux Soviets. Mais si demain le contrat en question devient définitif, les mêmes industriels français achèteront à la *Shell-Royal Dutch* le pétrole du Caucase et la plus grande partie des sommes ainsi versées par ces capitalistes français ira aux Soviets et leur permettra de développer leur œuvre.

Ceux qui y perdront ce seront seulement les Français puisqu'ils paieront en outre la commission des capitalistes anglo-hollandais.

La Conférence de Gênes a d'ailleurs renouvelé avec éclat la démonstration de l'incapacité des dirigeants français, tant au point de vue politique qu'économique.

On pourrait concevoir une bourgeoisie qui tout en étant attachée à ses privilèges conserverait un certain sens des réalités. Dans l'état d'isolement politique et d'inaction économique où se trouve la France, des bourgeois intelligents auraient cherché le chemin conduisant à un accord franco-russe.

Ce qui condamne définitivement la bourgeoisie française c'est qu'elle est à la fois la plus intransigente sur la doctrine capitaliste et la plus incapable d'en tirer profit.

Au jeu de la guerre et de la paix, tel qu'il est établi par le régime capitaliste, la France bourgeoise s'arrange pour perdre toujours, même et surtout quand elle prétend avoir gagné.

La Conférence de Gênes marque une des plus belles défaites de notre bourgeoisie et de son représentant M. Poincaré.

Le gouvernement français ne voulait pas aller à Gênes, il y est allé. Il voulait faire échouer la Conférence, c'est-à-dire empêcher la Russie de renouer des relations normales avec les États européens. Or, il semble bien qu'à l'exception de la Belgique toute l'Europe va reconnaître les Soviets. La France a, depuis quelques années dépensé quelques centaines de millions pour dresser la Pologne contre la Russie, et voici que la Pologne déclare qu'il est opportun pour le bien de toute l'Europe de reconnaître officiellement la République russe.

Qu'importe ! M. Poincaré et la bourgeoisie française, le quai d'Orsay et tous les journaux inspirés ont trouvé une formule splendide. « Nous défendons le principe de la propriété. »

A dire vrai ils ne l'ont pas trouvé tout seuls. C'est le baron Empain, le richissime financier belge qui le leur a fait souffler de Bruxelles. Et quoique M. Berthelot ne soit plus rien au quai d'Orsay l'influence du baron Empain

subsiste. Elle est assez forte pour qu'à Gênes M. Jaspar et M. Barthou soient commandés de service pour réclamer la restitution intégrale au baron de tout ce que son groupe possédait en Russie sous les tsars, restitution absolue sans échange ni compensation.

Il est difficile de savoir quels sont tous les dessous de l'aventure et le bénéfice qu'en escompte M. Poincaré, mais il est encore plus difficile de garder son sérieux en lisant tout ce que la presse officieuse du *Temps* à l'*Action Française*, en passant par l'*Intransigeant*, a pu écrire sur le sacro-saint principe de la propriété, base de la civilisation.

Sans même avoir besoin d'invoquer l'illégitimité évidente de l'appropriation individuelle des moyens de production et d'échange, on doit cependant rappeler à la bourgeoisie française que sa propriété, sa sacro-sainte propriété, ne s'est constituée qu'en violation du droit de propriété antérieur, tel que l'Ancien Régime l'avait établi en faveur du clergé et de la noblesse.

Il y a cent trente-deux ans que la bourgeoisie française s'est établie sur les ruines des droits féodaux qui étaient des droits de propriété. Il lui est sans doute pénible de voir qu'en Russie le prolétariat a établi son droit de propriété collective sur les ruines de la propriété bourgeoise, l'angoisse serre le cœur de nos maîtres quand ils pensent au jour où cet exemple sera suivi en Occident.

Mais cela ne les autorise pas à confondre leurs intérêts et la civilisation. En le faisant, la bourgeoisie française fournit la dernière, la plus grande preuve de faiblesse, parce qu'elle est d'ordre intellectuel.

Le fait que pour défendre une société menacée d'écroulement, ses bénéficiaires ne sachent plus trouver d'autre mot d'ordre que la défense de leurs privilèges, le fait que de leur propre aveu, toute leur civilisation tient dans un prétendu droit dont l'immense majorité est privée, est la plus lourde condamnation que la société bourgeoise ait jamais entendue. Et le plus beau c'est que c'est elle qui la prononce.

Robert PELLETIER.

VIENT DE PARAITRE :

Fernand LORiot

Un an après Tours

Une brochure 0 40

Les 25 exemplaires.....	8 fr.
Les 50 —	15 fr.
Les 100 —	25 fr.

En vente à la librairie de l'Humanité.

DISCUSSIONS COMMUNISTES

L'Opportunisme, les Réformes et le Front Unique

Les arguments de Dunois, dans son article du *Bulletin* du 13 avril, et de Treint, dans son discours prononcé à Moscou, à l'appui de la thèse du front unique, méritent à des degrés divers qu'on s'y arrête et les discute.

Treint s'attaque à la matérialité immédiate des faits ; c'est un praticien habile à manier le davier ou le pied-de-biche. La pensée de Dunois est une synthèse où les faits n'entrent que pour fonder et démontrer l'idée générale.

Il apparaît comme bien difficile de s'entendre sur le sens même des mots « *front unique* ». Les suggestions de nos camarades russes sont pourtant assez explicites et ne peuvent être qu'alourdies par les commentaires : le front unique réalisé, c'est le cartel des organisations et des partis prolétariens, que ce cartel soit constitué pour une ou plusieurs opérations ou pour toutes, peu importe. Car que l'on nous demande, c'est une décision de PRINCE sur la valeur tactique de propagande de ce cartel.

Ici, qu'on nous permette d'ouvrir une parenthèse. Par quoi se distinguaient objectivement, avant Tours, le communiste et le menchevik français ? La foi révolutionnaire n'est pas un critérium suffisant, car la foi n'est pas inmesurable. Les signes extérieurs qui en témoignent ne donnent aucune indication certaine : celui qui veut tromper cache son visage sous le masque approprié. A quoi donc pouvait néanmoins se reconnaître la pensée communiste ? A deux traits, à mon avis, essentiels :

1° L'adoption du principe absolu de la lutte de classes ;

2° La certitude de l'incapacité des réformes à amener la transformation sociale et de leur absence totale de valeur révolutionnaire.

Pas un seul des partisans actuels du front unique qui n'ait admis nettement l'une et l'autre de ces propositions à Tours.

Une élémentaire honnêteté exige que nous rendions à Paul-Boncour ce qui est... à Jaurès : c'est Paul-Boncour qui rappelait et rappelle sans cesse la pensée bien connue de Jaurès sur ce point. C'est le Parti S. F. I. O. qui affirme que le combat pour les réformes constitue une action révolutionnaire par la victoire qui améliore le sort du prolétaire, par la défaite qui lui démontre la dureté du joug et la nécessité du combat.

Il est de toute évidence que la lutte pour les réformes implique un grand assouplissement du parti et un incontestable « opportunisme ». Or, c'est cette méthode et cette pensée dont Treint poursuit les derniers vestiges au sein du Parti duquel « l'esprit opportuniste n'est pas éliminé ». Mais au moment même où il croit faire cette constatation, il déclare que c'est la situation « *actuelle* » qui justifie la tactique du front unique. J'en conclus que la tactique prolétarienne doit être déterminée par les circonstances et non par des thèses *in abstracto*, en un mot qu'elle doit être... « *opportuniste* ». Loin de moi l'idée de critiquer l'oppor-

tunisme dans l'action : une tactique qui ne tiendrait pas compte des variations du milieu ne serait plus une tactique, comme n'était pas une tactique la méthode napoléonienne appliquée par l'état-major à nos guerres modernes, puisque le principe même de cette méthode résidait dans son adaptation au milieu.

Toutefois, je ne puis m'empêcher de faire observer à Treint qu'il poursuit un opportunisme dont il proclame la nécessité. Mais il y a, dit-on, « *opportunisme* » et « *opportunisme* ». Il faut distinguer. A Tours, le capitalisme disposait d'une marge ; certaines réformes étaient réalisables ; « l'illusionnisme » de Jouhaux et de Longuet en a profité pour chloroformer la classe ouvrière ; mais, à partir du moment où ces réformes cessent d'être réalisables — et elles ont cessé de l'être, dit Treint, bien que Dunois affirme le contraire et je le montrerai tout à l'heure — l'action pour ces réformes devient révolutionnaire.

Ainsi donc, la lutte pour la réforme possible est réformiste, la lutte pour la réforme impossible est révolutionnaire. Voilà brièvement, mais sûrement, résumée la pensée de Treint. La conséquence inexorable de cette pensée, c'est donc que tout parti bourgeois ou prolétarien agit révolutionnairement, pourvu qu'il demande une réforme économique quelconque, puisque le capitalisme n'a plus de marge pour la réaliser. Le Parti Communiste peut donc poursuivre la réalisation d'une réforme impossible : il agira ainsi révolutionnairement. J'entends bien — et je demande qui il s'agit de tromper en l'occurrence ?

Les chefs de l'Internationale 2 ou 2 1/2 ?

Mais cette action-là, cette action pour les réformes, ils la mènent sans nous ; elle est la condition même de leur survie à la tête de leurs organisations. Ce n'est pas eux que nous tromperons. Alors, ce sont les masses ? Mais avons-nous besoin de ce subterfuge hypocrite ? Les masses sont-elles donc si incapables de comprendre directement l'impuissance des réformes ? Devons-nous les tromper en leur faisant miroiter les avantages immédiats du but réformiste à poursuivre, alors que nous savons « qu'il n'y a plus de marge » ? Estimons-nous donc vraiment si peu le prolétariat que nous craignons de lui répéter l'inutilité des efforts réformistes ? Et quand nous lui aurons ainsi proposé quelques mirages, et qu'il sera lancé à leur poursuite, que ferons-nous lorsqu'il s'arrêtera fourbu dans le désert, les yeux dessillés ? On ne propose pas à un prolétariat conscient des buts dont on sait la vanité. Ce sont là des jeux d'esprit, des arguties dangereuses qui créent la confusion, la méfiance et la papique.

Ou bien alors la réforme économique est considérée comme un mythe susceptible de déterminer l'action révolutionnaire et, là, Treint et Bouthonier répondent à Treint lui-même : « *On n'obtient pas autant d'enthousiasme sur les questions ouvrières que sur l'élection de Marty et de Badina* ». Si donc vous êtes à la recherche du mythe qui fera

surgir la volonté prolétarienne, cherchez-le ailleurs que dans une réforme économique.

Mais ce qui paraît le plus étrange, c'est que la conception que Treint se fait du front unique est directement l'inverse de celle que nous expose Dunois. Le but à donner au prolétariat, c'est la réforme, qui est irréalisable, parce que le capitalisme n'a plus la marge suffisante pour la réaliser. La réussite est donc impossible. Le prolétariat subira donc défaites sur défaites, puisqu'il n'y a pas de marge, à moins qu'il ne réussisse la conquête du pouvoir, auquel cas il est inutile de lui donner d'autre but que cette conquête même. La thèse de Treint comporte un défaitisme réformiste prolétarien — ou bien elle démontre sa propre inutilité, que dis-je, sa propre erreur.

Mais ne voyait-il pas que Dunois, champion du front unique, s'écrie : « Le prolétariat a subi trop de défaites », « il a intérêt à établir un front défensif », « il faut sortir de la phrase pour entrer dans l'action. » Et maintenant je n'y comprends plus. Voici donc que le prolétariat *cesserait de subir des défaites* ? Il remporterait de petites victoires et « grignoterait » son adversaire ?

Mais alors, la *marge* ressuscite ? Elle existe comme avant Tours ? L'illusionnisme « renaitrait sous la plume « chloroformante » de Dunois ?

Car enfin, de deux choses l'une : ou la *marge* existe ou elle n'existe pas.

Si elle n'existe pas, pas de réforme possible et pas d'amélioration dans la situation prolétarienne, si ce n'est par la prise du pouvoir. Si elle existe, l'action en faveur des réformes c'est celle-là même dont Treint affirme qu'elle fait tomber ses adeptes dans l'opportunisme, dans l'illusionnisme, de l'illusionnisme dans le chloroformisme, et du chloroformisme dans le manque de vie révolutionnaire.

Treint semble estimer que le front unique permettra de démasquer les chefs réformistes. Sans doute si, comme il l'affirme, il n'y a plus de *marge* ; mais alors, c'est l'absence même de marge et non le front unique qui dévoilera leur impuissance et leur stérilité.

Si, par contre, comme le croit Dunois, la *marge* existe, le front unique contribuera à masquer davantage leur inertie, et, ce qui est infiniment plus grave, la communiquera aux chefs communistes. Dans un cartel politique, c'est le *programme minimum* qui devient le seul réalisable, effet mécanique d'inertie, contagion du milieu.

Cela est tellement vrai, que la première réalisation du front unique en fournit une éclatante démonstration : les délégués de la Troisième à Berlin agissent sans doute sur ceux de la 2^e et de la 2^e 1/2, mais ils subissent davantage encore et ce sont eux qui cèdent ; ils adoptent le programme des autres, retournent à Vandervelde une partie de la souveraineté de la République des soviets et... se voient blâmes par Lénine, resté à Moscou, loin de toute influence : « Radek, Boukharine et les autres n'ont pas bien agi, en accordant des concessions, sans s'assurer des compensations... nos représentants ont commis des fautes. » Sans doute, mais inévitables, parce que personne n'échappe au milieu, que Radek, vous ou moi ne pensons pas de la même manière à notre bureau ou devant un tapis vert autour duquel d'autres hommes pensent aussi.

Dans le cartel — provisoire ou non — du front unique, la politique menée sera donc celle de la 2^e Internationale. Le prolétariat s'habitue bien vite à ne se sentir fort que pour les actions menées en commun ; il craindra les autres, s'y refusera.

Notre programme apparaîtra alors d'autant plus « verbal » que nos actions seront toujours et ne seront que conformes au programme minimum du cartel.

Ainsi sera redoré le blason réformiste. Ainsi, le Parti Communiste verra décroître son crédit.

Sans doute, cela changera-t-il peu de chose à l'évolution des faits économiques. De pareils résultats, en tous cas, ne pourront que cimenter un peu les pieds d'argile du colosse capitaliste.

Ce n'est pas, en tout état de cause, un moyen de se rapprocher des masses. On ne les atteint pas en discutant avec les chefs, mais en discutant les chefs : n'avons-nous pas publié que les puissances capitalistes en se rendant à Gênes avec les soviets, les reconnaissent implicitement ? C'est une reconnaissance aussi que de faire le front unique.

Treint m'apparaît singulièrement « illusionné » lorsqu'il considère comme partisans du front unique avec les chefs ceux qui préconisent le front unique avec les masses sur la base de la lutte de classes sans compromission. Quand on discute on se compromet, parce que l'on en vient au *compromis*, c'est-à-dire à « l'accord réalisé lorsque des adversaires politiques se font des concessions » (définition de Littré).

C'est un compromis que l'accord de Berlin, compromis où ceux qui cédèrent davantage ne pouvaient être que les communistes.

Enfin, il est un dernier point où Dunois a volontairement, sans doute, oublié la pensée de Sorel qu'il connaît pourtant bien : il ne s'agit pas de savoir si le prolétariat a intérêt à opposer son unité de classe à la désorganisation morbide de la société capitaliste, mais de savoir d'abord si cela est possible.

Le prolétariat et la bourgeoisie constituent deux classes d'intérêts opposés, plongés dans le même milieu et agissant l'une sur l'autre : à la violence de l'une répond la violence de l'autre, à la faiblesse de l'une, l'avachissement de l'autre. L'aveulissement général des capitalistes, leur poursuite effrénée de la jouissance correspondent à une diminution de la conscience prolétarienne.

C'est cette raison générale qui peut et doit expliquer le réformisme politique ou syndicaliste. Quel secours pouvons-nous attendre de ceux que ce mal a atteints ? Ce n'est pas en avaisant les « illusionnistes » que nous réveillerons les masses « chloroformées ». Si notre propagande est inefficace, c'est que les faits n'ont point encore montré au public prolétarien ce que sont les « trucs » des prestidigitateurs réformistes : petits drapeaux de la défense nationale, brillants oripeaux ministériels, faux billets de banque infiniment multipliés, escamotages habiles, boniments endormeurs. Allons-nous monter sur l'estrade ?

Antonio COEN.

UNE VIE HUMAINE POUR 24 FRANCS

Chaque fois que vous versez
24 francs, vous sauvez la vie d'un
affamé russe. — NANSEN.

Cotisez-vous ! Souscrivez !

De l'action d'abord le reste viendra par la suite

Discuter une idée, c'est admettre sa valeur. La formule : « Le Parti Communiste doit être un parti de lutte économique et faire appel à l'action directe des masses » m'a valu, dans le *Bulletin Communiste*, de la part de Frossard, le miel des louanges et, de la part de Treint, des critiques ironiques qui diffèrent de son genre habituel, plutôt dogmatique. Je ne suis ni séduit par les amabilités de l'un, ni ébranlé par le reproche que l'autre me fait — et en deux langues — d'avoir redécouvert l'Amérique. Nous sommes tout un groupe qui estimons que ces idées doivent prévaloir et l'accueil qu'elles reçoivent dans certaines sections de Paris ou de province de la part des éléments ouvriers, l'opposition qu'elles rencontrent chez ceux qui se rangent parmi les intellectuels, nous renforcent dans cette idée qu'elles participent de la vérité prolétarienne actuelle et que sur ce terrain une classification nouvelle des tendances parait s'effectuer.

Si Treint me le permet, nous allons élargir le débat et nous expliquer en toute franchise.

Au lendemain du Congrès de Marseille, écœuré par la manœuvre que j'avais vu se dessiner dans la Seine et qui avait abouti à l'élimination — par hara-kiri — de quelques représentants du Comité de la 3^e Internationale de la direction du Parti, j'avais écrit au camarade Lorient. Tout en le félicitant de son geste, je lui représentais tout le danger qu'il y avait eu pour nous à ne pas affirmer très nettement notre programme, à ne pas préciser en quoi nous nous séparions des autres tendances (assez confuses) du Parti et à donner ainsi l'impression qu'il ne s'agissait en fait que de questions de personnes. Je lui demandais de tirer parti de cette leçon et de réunir les camarades de cette tendance pour que nous nous mettions d'accord sur un programme au lieu de paraître groupés autour de certains hommes. Je reçus une longue lettre de Lorient où il m'expliquait pour quelles raisons de temporisation il avait signé les thèses de Marseille et où il insistait, longuement, sur des questions d'organisation et de personnel, à mon sens secondaires — du moins sous l'angle où il les envisage. Il me promettait toutefois une réunion pour l'élaboration d'un programme. Le développement de la question du front unique est venu sans doute jeter quelque perturbation là-dedans : cependant certains de mes amis, convoqués à une réunion de cette nature, demandèrent en vain à Lorient et à ses amis un programme précis sur lequel nous puissions nous entendre (en réservant la question du front unique, sur laquelle nous nous séparions), il leur fut répondu que c'était inutile, que le nom de Lorient était tout un programme pour certains camarades de province qui « avaient des affinités obscures et mal définies avec lui ».

Nous estimons que ces « affinités » ne peuvent nous satisfaire ; nous avons essayé de créer, malgré vous, ce programme.

Frossard le loue ; vous, Treint, vous estimez qu'il y a belle lurette que vous l'avez adopté. Si tout le monde est d'accord, tant mieux ; voilà déjà le front unique réalisé dans le Parti ! Souffrez cependant que nous conservions quelque incrédulité.

Dans sa brochure, « *Un an après Tours* », Lorient nous parle de beaucoup de choses et surtout de beaucoup de gens, mais nulle part je n'y ai trouvé trace d'une lutte quelconque dans le sein du C. D. pour amener le Parti à devenir un parti de lutte de classe et d'action économique journalière. Puisque vous lisez le *Communiste de Normandie*, vous avez dû voir que j'avais déjà « découvert » bien avant Marseille que la thèse syndicale du Parti manquait d'unité et de hauteur de vue et que j'y expliquais déjà notre point de vue actuel. Mais vous, qu'avez-vous opposé à cette thèse au C. D. ? Quelles luttes avez-vous menées dans les sections de la Seine pour faire prévaloir ces idées qui vous étaient acquises depuis des mois, à vous les héritiers de l'expérience internationale et russe ? Quant à nous, nous ne revendiquons aucune paternité, nous ne désirons aucun brevet d'invention, nous souhaitons simplement que tout le monde étant d'accord sur le principe, l'application s'ensuive. Si nous sommes d'accord, allons-y !

Je vous entends bien : vous dites : Un programme ne vaut que par les hommes qui l'appliquent. Avant d'agir, il faut d'abord s'organiser en vue de l'action et mettre les meilleurs aux postes de direction. Nous disons, nous, que c'est mettre la charrue avant les bœufs ; lancez-vous dans l'action d'abord, c'est elle qui indiquera par son développement les formes d'organisation qui conviennent le mieux aux conditions de temps et de lieu, c'est elle qui fera une classification des valeurs et qui portera à la tête ceux qui méritent de l'être. Autre chose est d'être un bon journaliste, un orateur disert, un théoricien solide et bien documenté (sur les découvertes faites par d'autres dans la lutte) et autre chose est d'être l'homme qui convient à une situation donnée et pour parler anglais à mon tour *the right man in the right place*. Ce ne sont point les chefs qui décrètent dans l'abstrait l'action et ses modes, c'est l'action vivante, qui par son criblage journalier, élira les chefs capables et révoquera les esprits timorés ou insuffisants. Les qualités de décision, de coup d'œil rapide des conditions économiques et humaines, n'ont rien à voir avec la classification (souvent périmée) en tendances.

Je n'exposerai pas à nouveau nos idées précises sur le programme d'action économique du Parti

et sur les modes divers d'organisation qui, sur chaque terrain de lutte, grouperont les masses pour leur action directe. Mais je veux relever le reproche du *sentimentalisme* qui seul, au dire de Treint, nous fait rejeter l'alliance avec les chefs réformistes.

D'abord, c'est un reproche qui eût pu s'adresser avec plus de raison à d'autres attitudes du Parti : les campagnes électorales pour les emprisonnés du Comité de la 3^e Internationale ; celles pour Marty et Badina faisaient appel au sentiment. Je ne les en blâme pas : il faut avoir le *Capital* et Karl Marx derrière soi ; mais il est bon parfois de pousser une fable jusqu'aux cœurs.

Mais, ici, il ne s'agit pas de sentiment : il s'agit de *psychologie des foules*.

La scission est faite et bien faite, en France, dans les organisations politiques comme dans les organisations économiques. Le gros des forces prolétaires organisées est avec nous ; ceux qui nous ont quittés se sont très nettement écartés de nous : ils seraient plus loin de nous encore si nous avions accusé, avec plus de relief, notre personnalité de parti de lutte de classe. Malgré cette réserve, la classification entre révolutionnaires et réformistes est nette et perceptible à tous. La confusion s'évanouit ; la clarté est en train de se faire et, si nous savons être un parti d'action économique, c'est derrière nos formules que se mettra la grande masse qui, ne l'oublions pas, est *inorganisée*. C'est maintenant que le tri est effectué, qu'il suffit d'être en fait ce que nous fûmes trop souvent en paroles, pour entraîner des masses accrues de prolétaires dans l'action, que vous voulez, délibérément, les rejeter dans la confusion et dans l'hésitation, en donnant publiquement aux chefs réformistes une accolade fraternelle ! Si c'est du sentimentalisme que de faire la constatation du désarroi que cela causera parmi nos troupes, de l'incompréhension totale que cela présentera aux autres prolétaires, je revendique ce sentimentalisme-là.

Je sais qu'il est un autre aspect de la question et que certains (et non des moindres) prétendent que la tactique du front unique, désastreuse en France, a une valeur internationale et qu'il faut savoir « sacrifier un régiment pour sauver le corps d'armée ». Mais le régiment sacrifié n'a pas l'impression de l'utilité de son sacrifice et qu'il vaille de l'immoler pour rendre les vents propices à Branting ou Vandervelde.

Nos sentiments vis-à-vis du communisme russe diffèrent d'une nuance de vôtres, Treint. Vous lui vouez un respect filial ; nous lui portons un amour fraternel. Nous protestons avec vous (si toutefois vous y pensez) contre certain article de l'*Internationale* où l'obscurité du style « apocalyptique » n'excuse pas les attaques de front, au nom de l'Amour et du Christ, contre la Révolution russe, parce qu'elle fut dans l'obligation de se défendre contre ses ennemis du dehors et contre ceux du dedans. Mais nous entendons dire, haut et clair, à nos frères russes que c'est dans leur intérêt que nous voulons garder nos mains libres de toute étreinte suspecte, tout en démontrant aussitôt, par des actes, et non par des phrases, que nous som-

mes capables, en descendant dans l'arène des luttes journalières, de grouper derrière nous de larges masses prolétaires.

Que le Parti Communiste entre résolument dans l'action économique en accord, s'il le faut, avec la C. G. T. U. et en faisant appel aux masses organisées ; les formes d'organisation naîtront d'elles-mêmes : comités d'usines ici, conseils ouvriers et organisations contre les impôts et la vie chère ailleurs, comités de lutte des locataires sur un autre point, etc. Chacune de ces organisations en lutte pour l'action directe, créera l'agitation nécessaire à notre propagande et l'atmosphère favorable au développement de nos idées et de l'unité prolétaire. Que compteront, devant ces mouvements de masse, les quelques dizaines de mille de travailleurs égarés derrière Joubaux et les petits-bourgeois qui ont reculé, effrayés, devant la Révolution russe ? Leurs meilleurs éléments suivront le mouvement. Des autres, qu'espérez-vous en faire, jamais ?

C'est par l'action que vous réaliserez et l'unité prolétaire et la meilleure direction de celle-ci. Tout le reste n'est, en France, que stratégie puérile ou vains propos.

Jean PARCEVAL.

VIENT DE PARAÎTRE

Histoire du Parti Socialiste en France

Par PAUL LOUIS

Prix : 2 francs. — Franco : 2 fr. 15

Ce volume est le premier de la collection :

Histoire des Doctrines Socialistes

(LES IDEES ET LES FAITS)

Cette collection, qui comprendra au moins 12 volumes in-12 à 2 francs, a été conçue dans le but de fournir à tous ceux qui s'intéressent à la question sociale une documentation sûre et précise qu'on ne trouvait jusqu'ici que disséminée dans des volumes importants d'un prix inabordable.

On pourra se procurer les 12 volumes de la première série, soit en les achetant au fur et à mesure de leur parution, soit en souscrivant au comptant aux 12 volumes, pour le prix réduit de 20 francs les 12 volumes.

LISTE DES 12 VOLUMES A PARAÎTRE en 1922

1. Histoire du Parti Socialiste (Paul Louis).
2. Histoire des Syndicats (Ker).
3. Histoire des Trois Internationales (A. Dunois).
4. Babeuf (A. Mathiez).
5. Saint-Simon et les Saint-Simoniens (Labrousse).
6. Fourier et les Fourieristes (Labrousse).
7. Louis Blanc, Vidal, Pecqueur, Gabet (Paul Louis).
8. Proudhon (Pelletier).
9. Karl Marx (l'Economiste) (Rappoport).
10. — (l'Historien) (Rappoport).
11. — (l'Homme d'action) (A. Dunois).
12. Lassalle (Rappoport).

Adresser commandes et mandats au camarade Henri Suchet, Librairie de l'« Humanité », 142, rue Montmartre.

Résolutions de la Conférence de l'Exécutif élargi

(Moscou, 24 février - 4 mars 1922)

Nous avons publié dans notre avant-dernier numéro la résolution sur le Front Unique votée par la Conférence de Moscou. Nous avions dans le numéro précédent publié la résolution Trotsky relative à la situation française.

Il nous reste à publier toutes les autres résolutions votées par la Conférence, qui a abondamment travaillé. On les trouvera ci-dessous, à l'exception de la résolution sur la situation en Angleterre que, faute de place, nous sommes contraints de renvoyer au prochain numéro.

Un compte rendu analytique général des travaux de la Conférence paraîtra prochainement en brochure.

La lutte contre la Guerre

I

Les guerres impérialistes de 1914-1918 et les traités de paix qui ont suivi — Versailles, Trianon, Saint-Germain, Sévres, Neuilly — n'ont pas réussi à éliminer les antagonismes économiques et politiques existant entre les grandes puissances capitalistes de l'Europe. Leur action continue dans des conditions et sous des formes nouvelles d'une lutte pour la suprématie et l'hégémonie sur les marchés de l'Europe et du monde.

Outre les anciens antagonismes économiques et politiques, il en est apparu de nouveaux, entre les grandes puissances européennes. Le conflit d'intérêts développé par la dernière guerre grandit entre la Grande-Bretagne, l'Amérique et le Japon. Entre les puissances colonisatrices de l'Europe et les peuples assujettis à leur domination ou menacés de l'être.

Le blocus et les guerres par lesquels l'impérialisme mondial espéra longtemps abattre le seul Etat où les travailleurs des villes et des campagnes se sont emparés du pouvoir politique, ont exclu la Russie des soviets des marchés et de l'économie internationale. La naissance d'Etats nationaux sur les débris de l'ancienne monarchie austro-hongroise et la formation d'Etats limitrophes entre la Russie et l'Europe occidentale ont multiplié d'autre part les barrières mondiales, et par là les entraves au libre développement des forces productrices.

II

La défaite militaire de l'impérialisme germanique ainsi que l'asservissement économique et politique de l'Allemagne à l'Entente ont temporairement débarrassé la Grande-Bretagne de son rival le plus redouté avant la guerre sur les marchés

et dans l'expansion mondiale. L'impérialisme français cherche à éluder une débâcle économique et une profonde crise financière en pressurant l'Allemagne. Mais le pillage systématique de ce pays y entraîne avec le concours d'autres conséquences de la guerre mondiale — dépréciation des valeurs, inflation, etc. — un appauvrissement général et la perte du pouvoir d'achat du marché allemand vis-à-vis des marchandises britanniques, éliminant de la sorte une des conditions vitales de la prospérité économique de l'Angleterre. A la même heure, les charges écrasantes des réparations imposées à l'Allemagne ont pour conséquence que les marchés britanniques et internationaux sont inondés de produits allemands vendus à si vil prix que les barrières douanières les plus rigoureuses ne peuvent en empêcher la pénétration. L'affaiblissement économique et politique de l'Allemagne n'a donc pas pour contre-partie l'affermissement de l'Angleterre mais plutôt le contraire; d'autant plus qu'il va de pair avec l'extension et le développement de l'impérialisme français.

III

La guerre a imprimé au développement économique de la France une puissante impulsion. La France dispose des plus grands gisements de minerais de fer de l'Europe — tandis que l'Allemagne reste, malgré tout, en possession des mines de charbon les plus riches du continent. La concentration du pouvoir d'exploitation des mines de fer et de charbon — par voie de conquête ou en vertu de traités — porterait à l'Angleterre, en Europe et dans le monde, un coup mortel. Mais sans même que soit réalisée cette concentration la France, naguère l'Etat de repaires bailleurs de fonds à l'étranger, se transforme rapidement — les prestations de l'Allemagne en charbon y aidant — en un pays de grosse métallurgie dominé par le capital financier qui aspire à des placements sûrs et productifs en des sphères d'exploitations fermées. Dans les bassins houillers de Tchéco-Slovaquie et de Pologne, dans les terrains pétrolifères de Galicie et de Roumanie, la France est de plus en plus souvent le concurrent redoutable de l'Angleterre. Ses liens économiques, politiques, militaires avec la Petite Entente, la Pologne, les Etats limitrophes de la Russie permettent à la fois à la France de combattre victorieusement dans ces pays l'influence anglaise et de s'y préparer des voies de « pénétration pacifique » — c'est-à-dire de pillage systématisé — dans les Balkans, en Russie soviétique, en Asie Mineure.

Au Bosphore et aux Dardanelles, en Asie occidentale et centrale les heurts entre impérialismes français et anglais deviennent toujours plus fréquents, plus manifestes et plus gros de conflits. Par la position de la France au Maroc et en Syrie, par la Convention d'Angora — dont la réper-

cussion a été grande dans le monde mahométan — la Grande-Bretagne est menacée en Europe occidentale, en Afrique, en Asie et dans ses communications avec les Indes. Plus les mouvements sociaux et nationaux y ébranleront avec fréquence la puissance coloniale britannique et plus il sera rigoureusement nécessaire à l'Angleterre d'assurer ses communications par la maîtrise des Dardanelles, de Suez, par la mainmise sur un empire arabe, par des fortes positions en Mésopotamie, en Perse, en Afghanistan. Sous la pression de ces soucis la Grande-Bretagne tend à fortifier, contre l'impérialisme français, l'Italie et la Grèce et encourage les armements de l'Italie comme pouvant amoindrir l'influence française dans la Méditerranée. A propos de la rentrée de la Russie dans l'économie capitaliste mondiale la France et l'Angleterre se disputent évidemment la suprématie dans l'exploitation future des ressources naturelles et de la main-d'œuvre des prolétaires des villes et des campagnes de la grande république soviétiste.

IV

Pendant les quatre années de la guerre impérialiste, la suprématie de l'Angleterre sur le marché mondial a passé aux Etats-Unis d'Amérique. Ceux-ci fournissaient naguère à l'Europe des matières premières et des denrées alimentaires en échange d'articles manufacturés ; aujourd'hui ils sont eux-mêmes devenus des fournisseurs d'articles manufacturés. Dans les deux Amériques, ils éliminent la concurrence européenne ; leurs produits pénètrent en Chine, dans les colonies britanniques et même en Europe, avec un succès de plus en plus marqué. De la production quantitative, l'industrie américaine a passé à la production qualitative. Abstraction faite de toutes autres considérations, le grand développement de sa technique assure à l'industrie américaine une supériorité manifeste sur l'industrie anglaise. Naguère débiteurs de l'Europe, les Etats-Unis sont aujourd'hui ses créanciers. Ils possèdent la plus grande partie de la réserve d'or du monde. L'Angleterre ne soutient que très difficilement la concurrence américaine et paraît incapable de reconquérir sa position dominante dans les deux Amériques, sur les côtes du Pacifique et de l'Océan indien ; pas plus qu'elle ne peut y étendre ses sphères d'influence.

Le Japon a énormément développé son industrie pendant la guerre et élargi d'autant son pouvoir économique et politique. Sur les marchés de l'Amérique du Sud il concurrence les Etats-Unis. Il prend pied dans les Iles du Pacifique. Il a occupé en Chine la riche province du Chantoung, il s'est annexé la Corée, il progresse en Mandchourie, pénètre en conquérant en Sibérie, tend les mains vers la Mongolie. Partout dans le Pacifique, dans les mers du Sud, en Chine son expansion menace les Etats-Unis. Devant ce développement dans lequel elle avait d'abord vu une limitation de l'impérialisme américain, l'Angleterre a dû céder et renoncer à l'alliance japonaise qui lui eût assuré la domination et l'exploitation de la Chine méridionale, le Japon se contentant provisoirement du Nord.

Pour s'assurer pendant la guerre le concours militaire et financier de ses colonies et de ses dominions l'Angleterre a dû leur accorder le droit de la co-détermination de sa politique extérieure. Il en est résulté pour elle des entraves très sensibles dans ses relations avec les Etats-Unis et le Japon. Sous tous les rapports — intérêts économiques, vie politique, culture — le Canada se sent

plus proche des Etats-Unis que de la métropole anglaise. L'Australie, république fédérative, s'oppose énergiquement à l'expansion impérialiste du Japon, allié d'hier de l'Angleterre et probablement son allié secret d'aujourd'hui contre les Etats-Unis. Pays paysan, l'Afrique du Sud n'a aucune raison d'appuyer la Grande-Bretagne dans un conflit avec l'Amérique.

Il est d'autre part vrai que leur supériorité industrielle permet aux Etats-Unis de soutenir avec un succès croissant la concurrence japonaise ; mais des raisons politiques et notamment les perspectives de la « pénétration pacifique de la Chine » contribuent à accuser l'antagonisme américano-japonais.

V

Les ruineuses campagnes de conquêtes poursuivies pendant quatre ans par les grandes puissances capitalistes ont provoqué dans les colonies britanniques ainsi que dans les pays dont on envisage l'assujétissement et l'exploitation des mouvements révolutionnaires passionnés, pour lesquels l'exemple de la révolution russe et l'existence de la République des Soviets sont des sources de force et de courage. Le caractère de ces mouvements est en premier lieu nationaliste et religieux, mais l'élément révolutionnaire social n'en est pas exclu. Devenue une République autonome au sein de l'Empire britannique l'Irlande n'est pas apaisée ; les luttes sanglantes alimentées par des antagonismes économiques et sociaux irréductibles s'y poursuivent sans relâche. En Egypte, le drapeau de la révolte nationale courageusement déployé par Zagloul pacha flotte encore. Aux Indes, les pires mesures de répression sont aussi impuissantes que les concessions à vaincre le soulèvement national. Les grèves s'y succèdent, montrant que la lutte des classes se développe simultanément avec le mouvement national. De l'Atlantique à l'Himalaya, et jusqu'en Chine, les musulmans sont dans une profonde effervescence. Quelques différents qu'ils soient les aspects et les péripéties des mouvements de l'Afrique et de l'Asie, ces mouvements sont dirigés contre les Etats capitalistes et puisent une force nouvelle dans les rivalités entre ces derniers pour la domination du monde.

VI

En dépit de leurs intérêts irréductiblement opposés, les grandes puissances capitalistes s'accordent sans réserves et sont immédiatement prêtes à l'action quand il s'agit de combattre le gouvernement des Soviets. Elles ne veulent pas se contenter des concessions que, par suite de sa terrible détresse économique, la Russie, abandonnée des prolétaires des autres pays, a été contrainte de faire aux capitalistes étrangers. Prétendant à l'exploitation illimitée de la grande République ouvrière, elles voudraient y instituer un régime d'exploitation de la main-d'œuvre et de gaspillage des ressources naturelles que ne restreindrait pas le pouvoir des Soviets.

Et d'abord, elles tiennent à se débarrasser de ce dernier, car la Russie des Soviets est aux travailleurs de tous les pays un exemple et un appel permanent à la dictature, au renversement de la bourgeoisie. Car la Russie des Soviets est l'appel naturel de tous les exploités, de tous les opprimés dans leurs luttes ; car elle est le camp retranché de la révolution mondiale.

Jusqu'ici, l'impérialisme français fut l'épée du capitalisme et de la contre-révolution internatio-

nale contre la Russie des Soviets. La France a gaspillé des milliards à soutenir les campagnes des généraux tsaristes, à encourager les incursions en Russie organisées par les pays limitrophes et à en couvrir les frais. A la fin, les victoires de l'armée rouge, et surtout la défaite de Wrangel, ont convaincu les impérialistes français de la vanité de cette politique. Dès ce moment, un revirement s'est produit dans la politique russe de la France. Mais son but essentiel restant d'extorquer à la Russie les sommes énormes nécessaires au remboursement des porteurs des emprunts russes, la France bourgeoise a continué de dilapider les biens des travailleurs français pour entretenir le militarisme en Pologne, dans la Petite Entente et dans les pays voisins de la Russie. En Finlande et en Roumanie, ses diplomates et ses généraux préparent de nouvelles interventions. Les munitions, les équipements, le matériel de guerre pourraient être aisément envoyés de France aux fronts de Russie, la « neutralité » de l'Allemagne n'offrant aucune garantie sérieuse et pouvant se transformer, de par l'extrême faiblesse des gouvernements allemands — de Wirth ou de tout autre — à l'égard de l'Entente, leur haine de l'Etat ouvrier et paysan, leur crainte de la révolution, en complicité sinon en participation directe. Ludendorff et *tutti quanti* attendent le moment où l'impérialisme français leur permettra de déclarer la guerre au bolchevisme. Aussi la Russie des Soviets, bien que n'ayant aucune tendance à l'impérialisme, bien que désirant consacrer toutes ses forces à la reconstitution du pays, ne peut-elle pas désarmer. Il faut, dans l'intérêt même de la Révolution prolétarienne, qu'elle soit toujours prête au combat.

VII

Moins de trois ans après la fin de la grande tuerie impérialiste et de deux ans après la conclusion de la paix, l'univers capitaliste est de nouveau surchargé d'explosifs dont la déflagration peut à tout moment déclencher des guerres plus dévastatrices, plus vastes et plus cruelles encore que celles qui, de 1914 à 1918, ont couvert l'humanité de sang et de boue. Les Etats capitalistes sont aujourd'hui plus armés qu'avant la guerre. Les ressources de plusieurs pays sont tout à fait insuffisantes pour reconstituer ce qui a été détruit et à panser les blessures des masses laborieuses. Les gouvernements bourgeois ne les dépensent pas moins en armements, en préparation de guerres futures terrestres, navales, aériennes. Et ces armements sont sans cesse stimulés par le danger de guerre.

Le cours ralenti de la révolution mondiale depuis son premier essor hardi en Russie permet aux bourgeoisies des grandes puissances capitalistes de tenter le rétablissement de leur système économique et de leurs Etats fortement ébranlés. Mais la reconstruction du système capitaliste, de l'ordre bourgeois implique la permanence des antagonismes et des contradictions économiques, politiques, nationales, sociales, internationales qui, dans la phase actuelle du développement capitaliste, doivent infailliblement aboutir à des guerres nouvelles d'une ampleur formidable, d'un caractère terrifiant et dont les conséquences seraient incalculables. Qui plus est, ces antagonismes et ces contradictions ont été accentués autant par la guerre que par ses effets ultérieurs, par les efforts de la bourgeoisie pour conserver et consolider le capitalisme par une exploitation de plus en plus barbare du prolétariat.

Le jeu des formidables forces productrices engendrées par le capitalisme ne peut plus être contenu dans les limites étroites de l'Etat national bourgeois. Le monde entier doit être son champ d'action. Mais tant que subsistera la propriété privée des moyens de production et avec elle l'esprit de lucre — moteur de la production — du capitalisme et des groupes capitalistes, l'anarchie économique qui en résulte, la domination de la grande métallurgie et du capital financier dans les Etats, les armements, les risques de guerre continuels et les guerres elles-mêmes, meurtrières et dévastatrices, resteront les traits caractéristiques inévitables du régime capitaliste en décomposition. Et les tendances pacifistes ne pourront, dans la société capitaliste, neutraliser les causes immanentes de guerres.

VIII

Toutes les conférences de ministres, de diplomates, de financiers, multipliées depuis la fin des hostilités, n'ont pas réussi à exclure le danger de guerres mondiales. L'exemple de la Société des Nations, caricature bouffonne de la solidarité révolutionnaire et prolétarienne, devrait contribuer à dissiper les illusions des plus aveugles. Les alliances entre Etats capitalistes, au lieu d'être des garanties de paix, sont des acheminements vers la guerre. La Conférence de Washington a tout récemment prouvé que le monde capitaliste n'a ni la capacité ni la volonté de donner la paix à l'humanité. Par la quadruple ou quintuple entente pour l'exploitation de la Chine et de la Sibérie orientale, les problèmes de l'Asie orientale sont loin d'être résolus. Ils ne peuvent encore provoquer, dans un avenir rapproché, des guerres sanglantes entre les alliés ou entre les peuples que l'on prétend initier à la civilisation capitaliste. La réduction des armements maritimes qui a été décidée semble un défi au désarmement, toute réduction des armements aériens ou terrestres ayant été repoussée : or, les premiers, dernière conquête de la technique militaire, donneront sans doute à la destruction des vies et des œuvres humaines sa forme la plus atroce. Les espoirs des naïfs et des pacifistes impénitents, pour lesquels la Conférence de Washington devait établir la paix et contribuer à la reconstitution économique et politique, se sont évanouis comme des bulles de savon.

IX

La Conférence de Gênes se propose d'éluder, en se plaçant à un autre point de vue, le destin historique du capitalisme que résume l'alternative : guerre mondiale ou révolution mondiale. Il s'agit de concilier les intérêts économiques et politiques, irréductiblement opposés, des grandes puissances capitalistes d'Europe et de rapprocher celles-ci pour la reconstitution économique. De l'accord des bourgeoisies de l'Europe appauvrie et de leurs gouvernements perplexes, on attend l'ouverture, par les Etats-Unis, regorgeant de richesses, des immenses crédits indispensables.

La réunion de la Conférence de Gênes est l'aveu que la paix de Versailles — ainsi que les autres traités de paix conclus par les alliés — loin d'être pour l'Europe une base de reconstruction sont une cause de désagrégation et de ruine. C'est aussi l'aveu que la bourgeoisie au pouvoir ne peut rétablir l'ordre et la stabilité dans le chaos économique et ne peut pas ramener la prospérité sur les ruines. Gênes prouvera aussi que cette tâche

est au-dessus des forces des bourgeoisies d'Europe et d'Amérique et ne pourra être accomplie qu'après leur renversement par le prolétariat révolutionnaire. En se libérant, en libérant la main-d'œuvre de l'exploitation, le prolétariat délivrera aussi les forces matérielles de la production emprisonnées par le capitalisme dans d'étroites limites ; et seront ainsi créées les conditions d'une reconstitution sociale plus perfectionnée.

La situation mondiale telle qu'elle est définie dans les thèses du 3^e Congrès de l'I.C. n'a pas été essentiellement modifiée, quoique aux Etats-Unis et dans quelques autres pays la conjoncture économique paraisse s'améliorer. Les traits généraux de la situation confirment néanmoins que le capitalisme se meut sur une courbe descendante et approche de sa fin. Sur ses bases chancelantes la Conférence de Gênes se propose de raffermir et de reconstituer un édifice ébranlé jusque dans ses fondements. Elle doit trouver la quadrature du cercle, c'est-à-dire : satisfaire les exigences de l'impérialisme français résolu à continuer le pillage de l'Allemagne ; entretenir cependant chez celle-ci une capacité de production assez haute pour que le pays puisse acheter des marchandises anglaises et ne fasse plus à l'industrie britannique, par la vente au rabais, une concurrence mortelle. Les frais de l'accommodement à conclure entre le capitalisme français et britannique doivent retomber sur le prolétariat allemand et, en vertu de la solidarité internationale des exploités, sur le prolétariat mondial. Le dessein de la bourgeoisie serait de les faire payer à l'Etat ouvrier et par... : à la Russie des Soviets. La reconstitution économique de la Russie sera-t-elle l'œuvre d'un gigantesque consortium capitaliste international — ou de plusieurs associations capitalistes ? Telle semble être pratiquement la question. Mais ce n'est, entre des larons, qu'un débat sur le pillage d'une commune victime et sur le partage du butin.

Les préparatifs de la Conférence de Gênes, réunions d'experts, manœuvres de diplomates, discours de ministres, mystères et intrigues des « sphères influentes », l'ajournement même de la Conférence, tout cela fait ressortir quels conflits et quels antagonismes d'intérêts déchirent le monde capitaliste. Malgré la volonté unanime chez la bourgeoisie de coloniser internationalement la Russie des Soviets, l'opposition que se font mutuellement en cette affaire la France, l'Angleterre, les Etats-Unis, l'Allemagne, est chaque jour plus nette. La lutte entre les gouvernements français et anglais, comme l'attitude de l'Allemagne, en est une expression claire. L'Allemagne, dans sa politique russe, n'a été jusqu'à présent que l'ombre de l'Entente ; elle apparaît maintenant comme la vassale de l'Angleterre, bien que ses propres intérêts exigent impérieusement une politique indépendante.

Malgré l'incertitude de l'issue de la Conférence de Gênes, une chose est dès maintenant certaine : l'Allemagne sera l'objet des négociations entre impérialistes de l'Entente. Elle n'osera pas même poser le problème de la révision du traité de Versailles, quoiqu'il soit évident que cette révision est la condition préalable de toute reconstitution de l'Europe sur une base capitaliste. Quant à la Russie des soviets, force sera aux puissances de l'Entente de négocier avec elle. Ce fait révèle tout ce que, malgré sa profonde ruine économique, la Russie doit à la révolution prolétarienne. Après avoir créé l'armée rouge pour défendre le régime des soviets, celle-ci affermit maintenant le gouvernement des soviets dans ses luttes sur le ter-

rain économique. La reconnaissance — de fait sinon de droit — du gouvernement des soviets, qui se traduit par son invitation à la Conférence économique internationale, ne fera qu'approfondir les antagonismes entre Etats capitalistes. Et il est également incertain que l'on arrive à Gênes à une entente sur la reconstitution de l'Europe, et certain que le capitalisme n'y gagnerait qu'un répit — un répit et non le salut. Guerres ou révolution : même après Gênes cette question restera à l'ordre du jour de l'Histoire.

Le pacifisme bourgeois et l'antimilitarisme, avant-guerre idéologie impuissante de petits comités, pourraient, dans la situation actuelle, acquérir une plus grande portée pratique. Parvenant à des réalisations, le pacifisme serait une suprême tentative de conserver le capitalisme, par la concentration et l'organisation de ses forces sociales. Mais cette tentative illusoire serait vouée à un échec. En régime capitaliste le cadre de la production, même élargi par une organisation internationale, serait trop étroit pour l'utilisation des forces productrices multipliées qui ne manqueraient pas de le briser, au cours de crises formidables.

Mais tous les efforts tentés en vue de réaliser les fins du pacifisme avorteront infailliblement. Car les antagonismes entre groupes capitalistes, entre Etats vainqueurs et Etats vaincus, sont absolument irréductibles. Toutes les tentatives pratiquées d'atteindre les fins du pacifisme révéleront au prolétariat, ainsi qu'à la grande et à la moyenne bourgeoisie, que ce dernier espoir de sauver le régime bourgeois se base sur une dernière illusion. L'impérialisme est la réalité du monde capitaliste dont le pacifisme est l'illusion. Le pacifisme n'est pas moins impuissant que le réformisme à vaincre les contradictions, les maux, les crimes du capital. Il ne fait que semer le doute et l'incertitude dans la petite et moyenne bourgeoisie, affaiblissant ainsi l'ennemi de classe du prolétariat. Et il est du devoir des communistes d'exploiter cet affaiblissement de la bourgeoisie, de saisir toutes les occasions offertes par les velléités pacifistes des classes dirigeantes pour faire comprendre à la classe ouvrière que le militarisme et l'impérialisme ne pourront être vaincus par l'avènement progressif de la raison et de l'amour de la paix en sociétés capitaliste. Dans la lutte quotidienne les grandes masses laborieuses doivent puiser la conviction toujours plus nette et plus profonde que le militarisme et l'impérialisme, les armements et les guerres, ne disparaîtront que lorsque l'action vigoureuse du prolétariat et le renversement du capitalisme par la révolution les feront disparaître. Cette conviction doit aider les travailleurs à réagir contre l'engourdissement et l'amoindrissement de l'énergie révolutionnaire, conséquences du pacifisme bourgeois. En effet, le danger serait grand si, influencé par ce dernier, le prolétariat se laissait désarmer au lieu de continuer à s'armer et à combattre avec la dernière énergie. Il ne nous est pas permis de laisser voiler par les espérances du pacifisme sentimental, cette vérité que la bourgeoisie exerce, de par sa libre disposition des moyens de production engendrant la vie et la mort, l'exploitation et la domination. Pour se libérer le prolétariat doit s'emparer du pouvoir et des moyens de production. La liberté lui étant refusée par la force des armes c'est par la force des armes qu'il doit la conquérir et la défendre. Il doit donc arracher à la fois à la bourgeoisie le pouvoir politique et militaire, afin de les transformer et de les employer conformément à ses intérêts et à sa mission historique.

X

Pour ces raisons, l'Exécutif élargi de l'I.C. déclare :

La révolution prolétarienne, renversant le capitalisme, abolissant les antagonismes de classes et d'Etats et assurant par là même la possibilité d'une reconstitution de l'économie sociale, est le seul moyen de défense efficace contre les guerres. Aussi les délégués réunis de 36 pays affirment-ils le devoir des partis communistes de préparer, tant par le travail idéologique que par l'organisation, la lutte des classes la plus offensive pour combattre le danger de guerre et la guerre. Sont considérés comme des moyens adéquats :

1° La propagande méthodique parmi les masses et surtout parmi les jeunes concernant les causes et les caractères des guerres ;

2° La mise à la portée des masses de tous les problèmes et de toutes les décisions de la politique extérieure (armements, etc.) ;

3° Une propagande légale et illégale, systématique, à l'armée et dans toutes les formations armées ;

4° L'éducation de la volonté des grandes masses en vue d'empêcher à tout prix, en cas de conflits armés impérialistes, tout transport de troupes et de matériel de guerre ;

5° L'affermissement de la volonté des grandes masses en vue de s'opposer à la guerre par tous les moyens : manifestations, grèves générales et insurrections ;

6° La formation à ces fins d'organes légaux et illégaux ;

7° La formation d'organes légaux et illégaux assurant une collaboration étroite, suivie, énergique, entre les communistes des pays où les antagonismes réciproques sont les plus accentués.

En présence de la Conférence économique de Gènes l'Exécutif élargi de l'I.C. invite les masses laborieuses et exploitées de tous les pays à opposer, par des manifestations monstres et par le front unique, leur volonté révolutionnaire à cette tendance, hérissée de difficultés, de reconstitution de l'économie capitaliste. Pour répondre aux marchandages dont elles sont, ainsi que la Russie des soviets, l'objet, les masses laborieuses sont invitées à soutenir unanimement et énergiquement les revendications suivantes :

1° Abolition des traités conclus à la fin de la guerre impérialiste de 1914-1918 ;

2° Limitation des armements de toute espèce ;

3° Imposition à la bourgeoisie de toutes les charges résultant de la guerre, des réparations et des reconstitutions ;

4° Résistance opiniâtre à tout attentat à l'indépendance de la Russie et établissement avec elle de rapports politiques normaux ;

5° Concours le plus large des Etats et des initiatives privées à la reconstitution économique de la Russie des soviets.

La Question agraire

Mémoire présenté par la fraction communiste du Collège du Commissariat de l'Agriculture

I. La question agraire et la dictature du prolétariat

La terrible crise de ravitaillement que traverse la Russie souligne, comme l'ensemble des expériences de la révolution russe, l'importance décisive de la question agraire dans les questions de

ravitaillement et pour le maintien de la dictature du prolétariat. Si cette vérité est particulièrement évidente en ce qui concerne la Russie, dont l'immense majorité des populations (74,6 %) est rurale, on est assurément en droit de prétendre qu'il serait aujourd'hui impossible de maintenir la dictature du prolétariat dans tout autre pays du monde où sévirait la famine et où l'agriculture serait également ruinée.

Il est donc de la plus haute importance pour les communistes de ne point négliger les questions relatives à l'agriculture et intéressant les paysans et les travailleurs de la terre. Il convient de tendre à faire, dans ces questions, une nette lumière sur les buts et les moyens tactiques. Car il ne suffit pas de rappeler chaque année qu'il y a une question agraire et de la discuter alors superficiellement, et sans méthode, dans notre presse. Il faut, en la matière, un travail organisé, permanent, systématique.

La première condition préliminaire, absolue, d'un semblable travail, c'est l'élaboration de bonnes directives générales susceptibles d'être adaptées à la situation des différents pays. L'étude internationale des questions intéressant les prolétaires de la campagne, les paysans pauvres, moyens ou riches, la production rurale, la coopération, la socialisation dans les campagnes, l'analyse de tous les faits s'y rapportant, l'échange des vues et des expériences, doivent nous mettre en mesure de mieux préciser nos buts les plus prochains.

II. De l'organisation de Conférences annuelles des travailleurs de la terre et des paysans communistes.

Pour ces raisons, nous avons, par la voie du Comité Central du Parti Communiste de Russie, adressé à l'Exécutif élargi de l'I.C. la proposition suivante, qui prévoit une série de mesures d'organisation en vue de l'émancipation économique et politique du prolétariat des campagnes sous une direction révolutionnaire internationale et unitaire — et, partant, de la solution de toutes les autres questions agraires.

Conduire les travailleurs des campagnes dans les grèves politiques et économiques, les conduire ensuite, d'un commun accord avec le prolétariat industriel, à l'insurrection pour la dictature du prolétariat, telle sera la mission principale de ces organisations.

Du domaine de la théorie communiste, la question agraire doit passer dans celui de l'action pratique.

Le premier effort dans ce sens doit être la réunion d'une conférence agraire au cours de l'été prochain. Cette conférence discutera et arrêtera les principales mesures ultérieures d'organisation. Les conférences semblables, annuellement renouvelées, constitueront la plus haute instance de l'I. C. dans les questions agraires. Elles auront à connaître et à trancher toutes les questions importantes y afférentes, de programme ou de tactique. Leurs décisions seront soumises à la sanction des congrès mondiaux de l'I. C. ou, dans les cas urgents, de l'Exécutif.

La Conférence agraire annuelle élira un organe exécutif dit *Bureau Agraire International*, organe dirigeant des sections agraires des Partis Communistes, dans l'intervalle des conférences. Ce Bureau sera contrôlé par les congrès et par l'Exécutif de l'I. C. Assistera à ses séances un délégué permanent de la fraction communiste du Commissariat de l'Agriculture (ayant voix consultative).

Un membre du bureau sera délégué à l'Exécutif de l'I. C.

Ce qui précède suffit à indiquer le rôle et le travail politique du Bureau qu'il appartiendra à la première conférence de fixer avec précision.

Nous tenons cependant à attirer l'attention sur une des attributions du Bureau, qui nous paraît du plus grand intérêt, savoir : la revision permanente des programmes agraires des Partis. Il y aura lieu, sur ce point, de s'inspirer des considérations suivantes :

Toute schématisation paraît, dans le domaine de l'agriculture, inféconde. La situation de chaque pays doit être dès le début examinée à fond afin que les programmes établis soient autre chose que des exercices de style, voués à l'échec dès les premières tentatives de réalisation.

On ne saurait accorder la plus grande importance au programme final sur lequel il n'y a guère, entre communistes, de sérieuses divergences de vues ; elle revient au travail agraire de chaque pays, le programme actuel étudié dans ses moindres détails et sans cesse remis à jour pour le moment de la prise du pouvoir et pour la première période de dictature prolétarienne. Ce programme doit stipuler, avec la clarté des ordonnances médicales, les mesures à appliquer dans le domaine agraire. A ce prix seulement seront évitées des oscillations et des incertitudes néfastes qui ne manqueraient pas d'entraîner la débâcle du ravitaillement. Ce qui est d'autant plus vrai qu'il faudra, dans la plupart des pays, mettre à la tête de l'agriculture des militants plus ou moins inexpérimentés, à défaut de bons spécialistes communistes.

L'activité du Bureau sera facilitée par le concours de la section de politique agraire en voie de formation près l'Académie socialiste de Moscou.

L'action politique du Bureau, soutenue par le concours de ladite section et bénéficiant des expériences pratiques de la fraction communiste du Collège du Commissariat de l'Agriculture ; sa collaboration étroite avec l'Exécutif de l'I. C. et avec les partis ; les conférences annuelles auxquelles participeront les militants les plus actifs du mouvement ouvrier communiste, engendreront un système d'organisation et de travail qui nous permettra de remplir intégralement notre devoir envers l'avenir communiste.

La Défense de la Jeunesse ouvrière

L'Exécutif élargi de l'I. C. prend connaissance du rapport de l'I.J.C., signalant la situation extrêmement difficile de la jeunesse ouvrière, situation encore aggravée par la crise mondiale et par l'offensive internationale du capital.

L'I. C. et l'I.S.R. soulignent la grande importance de ce fait et de la participation active de la jeunesse à la lutte des classes et à la lutte du prolétariat entier pour son émancipation. Elles se déclarent solidaires de l'opinion de l'I.J.C. et affirment la nécessité d'incorporer les jeunes au front unique des travailleurs contre le capital. Elles acceptent donc les propositions de l'Exécutif de l'I.J.C. préconisant :

1° La lutte contre la paupérisation de la jeunesse ouvrière et l'inscription de cette question à l'ordre du jour de la prochaine conférence internationale des partis politiques et des organisations syndicales ;

2° La participation à cette conférence des représentants des organisations internationales de la jeunesse (socialiste et communiste).

L'examen de la situation de la jeunesse ouvrière à la première conférence internationale pour l'organisation de la résistance à l'offensive menace gravement, à la fois, la génération actuelle de la classe ouvrière, et, par ses effets sur la jeunesse, ses générations futures.

Aussi proposons-nous d'inscrire à l'ordre du jour de la prochaine conférence internationale la lutte contre la paupérisation de la jeunesse ouvrière.

Les organisations du prolétariat mondial ont à défendre toute une série de revendications urgentes concernant la jeunesse ouvrière. Le devoir de la classe ouvrière est d'en exiger la satisfaction.

1° Pour éliminer la tendance du patronat à exploiter la main-d'œuvre à bon marché des jeunes ouvriers contre les ouvriers adultes ;

2° Pour défendre la progéniture de la classe ouvrière contre la dégénérescence physique et morale.

L'I. C. et l'I.S.R. adressent à toutes organisations de jeunes, à tous les partis politiques, et à tous les syndicats un pressant appel les invitant à soumettre à la plus large discussion dans la presse et dans les réunions ces propositions et ces revendications.

Nous considérons, quant à nous, comme étant les plus urgentes les revendications suivantes :

I. Revendications générales intéressant tous les jeunes ouvriers de moins de 18 ans :

1° Salaires minima adaptés à un minimum d'existence ;

2° Résistance à la prolongation de la journée de travail au delà de 8 heures (y compris les heures d'instruction professionnelle) et action pour la journée de 6 heures ;

3° Garantie de moyens d'existence aux jeunes sans-travail ;

4° Placement de ces derniers dans des ateliers d'apprentissage ;

5° Repos dominical de 44 heures ;

6° Congé payé annuel de 4 semaines ;

7° Interdiction du travail de nuit et du dimanche ;

8° Interdiction d'employer des jeunes dans les industries et les établissements insalubres (industrie chimique, puits de mines, etc.).

II. Protection des apprentis :

1° Régularisation stricte du droit de former des apprentis et défense d'en exagérer le nombre ;

2° Abolition des contrats individuels d'apprentissage et règlement de l'apprentissage par les contrats collectifs ;

3° Contrôle du travail des apprentis par les syndicats et par les conseils d'usines.

La Terreur blanche

La terreur blanche continue de sévir dans le monde dit « civilisé ». Outre les pays où elle règne sans conteste (Hongrie) la classe ouvrière est l'objet dans la plupart des pays d'une répression brutale.

Au moment même où se réunit l'Exécutif élargi, des dépêches de Belgrade nous apprennent le verdict impitoyable qu'un tribunal bourgeois vient de prononcer contre les meilleurs militants du prolétariat yougo-slave. Des peines de mort et des peines de travaux forcés s'ajoutent aux condamnations monstrueuses prononcées voici quelques semaines dans un premier procès. Une loi scélérate, telle qu'il n'en est pas de pareille dans les annales de l'Histoire, rive les chaînes du prolétariat yougo-slave.

En Roumanie et, plus particulièrement, en Yougoslavie, l'assassinat et la torture des prisonniers sont d'une pratique quotidienne. Des hommes dont le seul crime est de s'être proclamés communistes sont trainés devant les tribunaux et frappés des peines les plus sévères.

Les récentes nouvelles qui nous parviennent de Grèce nous montrent le gouvernement d'Athènes prêt à rivaliser avec ceux de Belgrade et de Bucarest dans la répression du mouvement ouvrier.

En République polonaise les lois de l'autocratie tsariste restent en vigueur, les prisons regorgent de prisonniers politiques, les tribunaux décernent chaque semaine aux militants des peines de travaux forcés — et une loi scélérate va intensifier encore le régime de terreur blanche.

En Italie, le fascisme a fait d'innombrables victimes et les classes bourgeoises, nationalistes et réactionnaires ne sont pas seules à défendre leurs intérêts par l'assassinat, la torture et l'emprisonnement de l'élite ouvrière. Les représentants diplomatiques de l'Entente encouragent la réaction dans les Etats vassaux des puissances impérialistes. La haute finance française n'a rien négligé pour faire de ces Etats une base d'opérations contre la Russie ouvrière.

A l'autre bout de l'Europe, l'Espagne, ensanglantée par les inquisiteurs, en arrive à renoncer, dans la pratique des assassinats et des déportations en masse, aux apparences mêmes de la légalité.

En présence de ces faits, que l'I.C. flétrit aux yeux du prolétariat de tous les pays, les travailleurs conscients de leur dignité et de leurs intérêts ne peuvent qu'intensifier la lutte des classes, surtout dans les pays placés à la tête de la réaction internationale.

Décourageons nos efforts et n'oublions à aucun moment que chaque coup porte à une des sections de l'Internationale atteint le prolétariat mondial.

Contre la terreur blanche ! Pour la solidarité révolutionnaire internationale ! Pour l'I.C. !

La question d'Orient et les questions coloniales

1° Considérant l'énorme importance des mouvements nationaux révolutionnaires en cours de développement dans les pays coloniaux de l'Orient, en Asie, et particulièrement en Egypte et aux Indes, l'Exécutif élargi invite les Partis Communistes de tous les pays intéressés à organiser une campagne méthodique dans la presse, au Parlement, dans les masses, pour la libération des colonies. Il est surtout du devoir du Parti Communiste anglais d'appuyer par une action permanente, organisée, les mouvements révolutionnaires des Indes et de l'Egypte ;

2° Les partis directement intéressés aux événements de l'Afrique du Nord, de l'Asie Mineure et des Indes, Partis Communistes français, italien et anglais, doivent, à l'exemple du Parti français, instituer auprès de leurs Comités Directeurs des commissions coloniales auxquelles incombera la tâche d'une propagande systématique, de l'entretien de relations régulières et suivies avec les organisations révolutionnaires des colonies, et d'un contact pratique avec elles. La Fédération communiste des Balkans se charge plus spécialement de l'organisation du mouvement communiste en Turquie.

3° L'Exécutif invite les partis à généraliser les

éditions de littérature communiste dans les langues indigènes des colonies.

La Presse communiste

1. L'Exécutif élargi rappelle aux sections de l'Internationale l'importance de la presse et en particulier de la presse quotidienne communiste, pour atteindre les larges masses ouvrières, pour les éduquer, les entraîner et faire rayonner sur elles l'influence du Parti.

2. Les sections de l'Internationale Communiste doivent s'efforcer de faire des journaux du Parti les journaux de toute la classe ouvrière ; l'Exécutif élargi rappelle dans ce but et fait siennes les suggestions contenues dans la lettre du camarade Zinoviev sur le caractère de nos journaux.

3. La presse communiste, dont l'aspect extérieur et le contenu sont déterminés par le milieu et par la nécessité de tenir compte des habitudes des lecteurs, afin de les gagner, doit se distinguer surtout par son caractère prolétarien. C'est dans ce sens que les Partis doivent créer un type nouveau de journal ouvrier.

4. Il faut éviter de donner à nos journaux un caractère trop théorique et abstrait, qui en éloigne la masse des simples travailleurs ; il faut aussi éviter de leur donner le caractère de journaux faits par des journalistes professionnels sans contact étroit et permanent avec la vie de la classe ouvrière.

5. Les journaux communistes acquerront le caractère prolétarien par une liaison plus étroite de leurs rédacteurs avec les travailleurs et par la collaboration directe ou indirecte des ouvriers eux-mêmes au travail de la rédaction.

6. L'Exécutif recommande aux sections nationales qui possèdent un grand nombre de journaux hebdomadaires locaux et régionaux d'alimenter ces journaux comme le fait le Parti Communiste de France et d'Allemagne, par un bulletin national de la presse communiste, et d'en élargir ainsi l'horizon souvent borné aux préoccupations de politique locale et régionale.

7. L'Exécutif charge le Presidium de convoquer dans le courant de l'année une conférence spéciale de la presse communiste pour discuter des multiples questions techniques et pratiques qui se posent à nos journaux.

La Question syndicale

L'Exécutif élargi considère qu'il n'y a pas lieu de modifier les décisions des 2^e et 3^e Congrès mondiaux de l'I. C. sur la question syndicale. La pratique des six derniers mois a confirmé la justesse, le bien-fondé, l'opportunité des thèses et directives précédemment acceptées pour le travail syndical. L'Exécutif élargi se borne à rappeler aux communistes la nécessité, accrue par l'extension de leur influence dans les syndicats, de donner à leur action des buts concrets et de l'adapter mieux que par le passé aux conditions locales des pays et des industries.

Le secours aux affamés et le secours économique

Se référant au rapport présenté par le camarade Muntzenberg à la séance du 1^{er} mars 1922 sur le secours aux affamés de Russie et sur le secours économique, l'Exécutif élargi décide de continuer l'action en faveur des affamés et de l'étendre dans

le sens du secours économique en envois de moyens de production.

Le Bureau est chargé de prendre sans délai les mesures nécessaires.

La situation en Russie soviétiste et la nouvelle politique économique

1° La nouvelle politique économique est en premier lieu l'expression de la proportion des forces au sein de l' Alliance du prolétariat et de la classe paysanne de Russie après leur commune victoire sur la bourgeoisie et les grands propriétaires fonciers. Elle signifie la reconnaissance par le prolétariat de l'inviolabilité de la petite propriété paysanne et de la libre jouissance, par le petit producteur, des produits de son travail. Le prolétariat reconnaît ainsi que la politique appliquée par le gouvernement des soviets pendant la guerre civile (réquisition de tous les moyens de production et de toute la production de l'économie rurale) ne fut que temporaire, dictée par la nécessité de la résistance commune aux grands propriétaires fonciers et à la haute finance, et jusqu'au succès final dans cette lutte ; mais il ne s'agissait nullement d'un système permanent conforme au programme du Parti Communiste ;

2° La reconnaissance de ce fait est opportune et indispensable. Elle est conforme aux conceptions du parti, formulées avant et après la révolution d'octobre, selon lesquelles la révolution prolétarienne en Russie ne signifie pas l'établissement immédiat d'une société communiste parfaite, mais inaugure seulement une seule période de transition du capitalisme au communisme, pendant laquelle la petite propriété dans l'agriculture, le commerce et l'industrie doit être limitée mais non expropriée despotiquement. Par opposition à l'expropriation et à la socialisation des grandes propriétés capitalistes, le travail individuel du petit producteur ne peut pas être socialisé de force ;

3° L'appui prêté à la nouvelle politique du prolétariat par les paysans et qui se traduit par un affermissement politique du pouvoir des soviets, signifie d'autre part que des millions de petits producteurs reconnaissent le régime économique établi par la classe ouvrière, dans lequel le sol et son contenu, la grande industrie, les transports, les crédits, au lieu d'être propriété privée, sont socialisés en totalité ou pour la plus grande partie et gérés par l'Etat soviétiste, c'est-à-dire conformément au programme socialiste de la période de transition ;

4° La convention passée avec la classe paysanne sur ce point ne s'écarte pas du programme maximum que le P.C.R. s'est donné en commençant sa lutte pour le pouvoir. Dans le combat qu'il soutint contre le gros capital et la grande propriété privée le pouvoir des soviets dépassa sensiblement, par ses mesures pratiques, les buts fixés par son programme. Engels avait jadis prévu cette nécessité en écrivant que la révolution, pour être victorieuse, doit s'avancer aussi loin que possible. Sous l'empire des nécessités le gouvernement des soviets appliqua des méthodes de terreur, tant économiques que politiques, non seulement contre les grands propriétaires mais aussi contre les propriétaires petits et moyens qui penchaient du côté du capitalisme (nationalisation de l'ensemble de la production et du commerce). Cette lutte qui revêtit les aspects d'une guerre civile acharnée, fit naître diverses illusions et suscita aussi une idéologie assez contraire à la théorie et au programme véritables du parti, dont la politique actuelle n'est

pas en réalité une innovation, mais un retour à l'ancienne politique communiste ;

5° La nouvelle politique est aussi — en second lieu — une solution apportée au problème de la reprise des relations économiques internationales par l'Etat prolétarien. Tant que l'ordre capitaliste se maintient dans les pays voisins de la Russie, la rentrée de celle-ci dans l'organisme économique international est absolument inévitable ; une politique d'isolement économique eût été un non-sens équivalent à un suicide, et n'eût fait que le jeu des ennemis du prolétariat.

La victoire de la révolution dans un pays ne signifie nullement la cessation immédiate de la division internationale du travail qui a lieu même en société capitaliste. Au contraire, la révolution socialiste victorieuse a pour devoir d'établir un programme de division du travail plus complet et plus rationnel, afin de mettre en œuvre toutes les ressources naturelles du pays, de souligner les faiblesses de l'organisation capitaliste, et de propager parmi les masses ouvrières l'idée d'une économie socialiste internationale ;

6° La pénétration du capital étranger en Russie présente cependant un danger d'asservissement de l'économie socialiste en voie de formation au capital puissant qui compte appliquer à l'Etat prolétarien des méthodes d'exploitation coloniale consacrées par une longue expérience. Ce danger, amoindri par la division des groupes capitalistes entre eux, peut être combattu par l'action organisée du prolétariat international contre les magnats de la haute finance et de l'industrie d'Europe et d'Amérique. Mais il ne pourra être complètement écarté que par le développement ultérieur de la révolution socialiste internationale ;

7° Au fur et à mesure que se développera dans notre pays techniquement arriéré l'action du capital étranger, le relèvement économique de la Russie des soviets progressera d'autant. L'amélioration de sa situation économique et politique lui procurant une plus grande influence internationale, lui permettra d'intervenir dans la crise économique et politique mondiale ;

8° La période de « communisme de guerre » étant finie, la tâche du P.C.R. est de conserver et de consolider, en vertu de l'accord avec la classe paysanne, le pouvoir politique du prolétariat, d'organiser rationnellement les forces économiques de l'Etat ouvrier, — lequel, ayant renoncé à administrer lui-même l'ensemble de la production et de la répartition, ne conserve que les positions économiques dominantes, — d'organiser les relations économiques avec le monde capitaliste, sur des bases garantissant autant que possible la Russie contre l'exploitation et contre les possibilités de restauration d'un régime bourgeois ;

9° La presse contre-révolutionnaire russe et celle du socialisme bourgeois répètent fréquemment que la révolution russe a dépassé Thermidor et que la nouvelle politique économique est une liquidation de la Révolution. Cette assertion n'a pas plus de sens que celle naguère produite par Martov qui dénonçait en la révolution d'octobre un 18 Brumaire. Que les socialistes petits bourgeois nous expliquent donc le sens d'un Thermidor après Brumaire. A ces pauvretés les communistes opposent un argument irréfutable : la défense du pouvoir des soviets est entre les mains du Parti Communiste qui s'est révélé nécessaire et a prouvé qu'il sait adapter sa tactique aux circonstances en demeurant inébranlablement fidèle à lui-même et à la cause du prolétariat international ;

10° On ne peut porter, d'un point de vue international, un jugement sur la nouvelle politique

économique des soviets sans apprécier la situation générale économique et politique de tous les pays. Cette situation n'est pas susceptible de deux interprétations différentes : la crise économique se poursuit, s'intensifiant tantôt dans un pays, tantôt dans un autre, sapant l'économie bourgeoise. La guerre impérialiste terminée par le traité de Versailles continue en réalité par une guerre économique acharnée. Les conflits politiques s'accroissent et multiplient les heurts des intérêts opposés. Des coalitions se constituent et se disloquent. Des petits Etats formés des dépouilles de l'ancienne Europe n'ont qu'une existence fictive ou rêvent d'aventures. L'intégrité territoriale des Etats vaincus est menacée. La réaction monarchiste prépare ses revanches et se dispose à refaire la carte de l'Europe. C'est en surmontant les plus grandes difficultés que le Parti du prolétariat s'affermi et étend son influence sur les masses ouvrières et paysannes. L'époque de transition du capitalisme au socialisme se révèle aux esprits comme une époque de crises, de guerres, de bouleversements sociaux — ce qui confirme la justesse de la politique du P.C.R., adoptée à cette période de transition pour conduire à la victoire totale du communisme.

Dans le Parti Communiste de Russie

I

I. Lettre des 22 membres de l'opposition

26 février 1922.

Aux membres de la Conférence Internationale de l'Internationale Communiste.

Chers camarades,

Nous avons appris par nos journaux que le Comité Exécutif de l'Internationale étudie la question du front ouvrier unique et nous estimons de notre devoir communiste de porter à votre connaissance que la cause du front unique est gravement compromise dans notre pays non seulement au sens large du mot, mais même au sein de notre Parti.

Au moment même où l'élément bourgeois nous presse énergiquement de toutes parts et pénètre même notre Parti, dont la composition sociale (40 % d'ouvriers et 60 % de non prolétaires) favorise ce danger, les organes dirigeants du Parti mènent une lutte implacable et démoralisante contre tous ceux, et en particulier des prolétaires, qui se permettent d'avoir une opinion personnelle. L'expression de cette opinion est l'objet, au sein du Parti, de différentes mesures de répression.

Vouloir rapprocher les masses prolétaires de l'Etat est considéré comme fait d'« anarcho-syndicalisme », et les membres de cette tendance sont poursuivis et ainsi discrédités.

Dans le mouvement syndical, même tableau : répression de l'action et de l'initiative ouvrières, emploi de tous les moyens pour combattre les mal-pensants.

Les forces coalisées de la bureaucratie du Parti et des Syndicats abusent de leur situation et de leur pouvoir et ignorent les décisions de nos Congrès ordonnant l'application des principes de la démocratie ouvrière. Nos fractions dans les syndicats, et même dans les congrès, sont privées du droit d'exprimer leur volonté pour l'élection de leurs Comités Centraux. La tutelle et l'oppression de la bureaucratie atteignent un tel point que les membres du Parti doivent, sous peine d'exclusion

et d'autres mesures répressives, élire non point ceux que voudraient élire des communistes, mais ceux que veulent faire élire les groupes d'intrigants haut placés. De pareilles méthodes de travail conduisent au carriérisme, à l'esprit d'intrigue et à la servilité, auxquels les ouvriers répondent en sortant du Parti.

Partisans du front ouvrier unique tel qu'il est interprété par les vingt-trois thèses de l'I. C., nous en appelons à vous dans le désir sincère d'en finir avec tous les obstacles mis à l'unité de ce front à l'intérieur de notre Parti Communiste de Russie.

La situation au sein de notre Parti est si pénible que nous sommes amenés à demander votre aide pour écarter le danger menaçant d'une scission.

Salutations communistes.

Les membres du Parti Communiste de Russie :

M. Lobanov (1904) ; N. Kouznetsov (1904) ; A. Poulosatov (1912) ; A. Medvedev (1912) ; Miasnikov (1906) ; V. Pliechkov (1918) ; G. Chokhanov (1912) ; S. Medvedev (1900) ; G. Bruno (1906) ; A. Pravdin (1899) ; I. Ivanov (1899) ; F. Mitin (1902) ; P. Borisov (1903) ; M. Kopylov (1912) ; Jilin (1915) ; Tchelychev (1910) ; Tolokontsev (1914) ; Chliapnikov (1901) ; M. Boroulin (1917) ; V. Hekreniev (1907-1919) ; A. Pavlov (1917) ; A. Tackin (1917).

A la déclaration se joignent A. Kollontai (n° 225025), membre du Parti depuis 1899, et Zoé Chadours kaïa.

II. Lettre du Comité Central du P. C. de Russie

A l'Exécutif élargi de l'I. C.

Le Bureau politique du C. C. du P. C. R. a reçu copie de la lettre adressée à l'Exécutif élargi de l'I. C. par 22 membres du Parti.

Le Comité Central est d'avis que les membres du Parti ont le droit de se plaindre de lui à l'organe supérieur de notre organisation, à l'I. C. Il est prêt à soumettre à la Conférence ou à une Commission désignée par elle tous les documents concernant la réalité des faits indiqués dans la lettre des 22.

Le Comité Central se borne, jusqu'à la décision de l'Exécutif élargi, à lui donner communication du texte intégral de la résolution adoptée le 8 mars 1921 par le 10^e Congrès du Parti sur l'unité du Parti et les tendances syndicalistes libertaires. Les 22 signataires de la lettre précitée (dont l'un, G. Miasnikov, a été exclu du Parti pour des infractions systématiques à sa discipline) appartiennent au groupe dont le 10^e Congrès a blâmé à l'unanimité les tendances syndicalistes libertaires.

Pour le Comité Central du P. C. R. :

L. TROTSKY, G. ZINOVIEV.

III. Résolution de l'Exécutif élargi

En ce qui concerne la plainte des vingt-deux camarades russes contre le Comité Central du P.C.R. et après avoir pris connaissance des conclusions unanimes de la Commission nommée pour l'étudier (composant les camarades Clara Zetkin, Cachin, Friys, Kolarov, Kreibich, Terracini et Mac-Manus), l'assemblée plénière élargie du Comité Exécutif de l'I. C. déclare ce qui suit :

« Ce n'a été, pour nous, communistes, ni une chose nouvelle, ni une chose inattendue que les difficultés résultant pour le P. C. R. de la situation difficile de la Russie Soviétique elle-même. Dans ces conditions, une cohésion et une discipline particulières s'imposent : il faut une tension particulière de toutes les forces du Parti pour garantir la domination du prolétariat organisé par ce Parti, à l'intérieur comme à l'extérieur. La nouvelle politique économique, avec ses concessions

inévitables au capitalisme, aux petits et moyens paysans, renferme un danger d'augmentation de l'influence petite-bourgeoise, dans le Parti comme dans les organes gouvernementaux. Les explications fournies à la Commission par les représentants du groupe de « l'opposition ouvrière », conduit par Chliapnikov et Kollontai, ainsi que par ceux du Comité Central du P. C. R., ont montré que le centre dirigeant du P. C. R. s'est toujours rendu compte de ces dangers ainsi que de ceux de la bureaucratie, qu'il les a combattus avec décision et continue à les combattre dans des conditions objectives d'une difficulté inouïe.

« Les signataires de la déclaration enfoncent une porte ouverte et leur critique manque de la clarté nécessaire non seulement dans la partie concernant les causes des désordres existants, mais aussi en ce qui concerne les moyens et les méthodes d'en venir à bout. L'attitude des camarades plaignants, loin d'aider le Parti à combattre les irrégularités résultant des circonstances, loin de le renforcer, lui a enlevé des forces précieuses et a fourni en même temps aux ennemis du communisme, à ceux « de gauche » comme aux mencheviks et même aux pires contre-révolutionnaires, une arme contre le Parti et contre la dictature du prolétariat.

« En conséquence, l'assemblée plénière du Comité Exécutif ne peut reconnaître fondées les plaintes des vingt-deux camarades. Elle souligne que, par leur conduite, ces camarades ont manifestement enfreint les décisions du 10^e Congrès du P. C. R. sur l'unité du Parti et la tendance syndicaliste libertaire. Le C. E. avertit ces camarades que la prolongation de la campagne engagée les mettra fatalement en contradiction avec le P. C. R., son programme et l'intérêt du prolétariat de Russie et les placera ainsi hors des rangs de la 3^e internationale.

« L'assemblée estime que la conscience et la connaissance du communisme obligeront à l'avenir les camarades de l'opposition à rester en militants disciplinés dans les rangs du Parti pour combattre, de concert avec le Parti, les dangers résultant de circonstances qu'ils connaissent et qu'ils doivent aider à surmonter.

« Tout préjudice causé au P. C. R. est considéré par la Conférence comme également causé à la Russie soviétiste et à l'Internationale.

« La Conférence espère que la gravité de la situation obligera précisément le prolétariat russe à se grouper plus étroitement et plus solidement autour du P. C. R. pour défendre la Russie soviétiste et la révolution mondiale. »

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

PARAISSANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Adresser la correspondance à
René REYNAUD, 126, rue Lafayette, PARIS

Vient de paraître :

UN LIVRE NOIR

Diplomatie d'avant-guerre

D'après les Documents des Archives russes
(Novembre 1910—Juillet 1914)

Préface de René Marchand

Un volume..... 10 francs

En vente à la Librairie de l'Humanité.

ALEXANDRA KOLLONTAI

L'Ouvrière et la Paysanne dans la République Soviétique

Une brochure 0 fr. 60

En vente à la librairie de l'Humanité

JEAN JAURES

Histoire Socialiste

de la Révolution Française

8 volumes in-octavo, illustrée de nombreuses gravures d'après des documents de l'époque.

Le volume : 45 francs. Franco : 45 fr. 50

Edité par la librairie de l'Humanité,
142, rue Montmartre, Paris (2^e)

VIENT DE PARAÎTRE :

Maurice PAZ

Les Révoltes de la Mer Noire

Préface de Pierre MONATTE

Une brochure : 0 fr. 40 ; franco : 0 fr. 45 ;
le cent franco : 32 francs.

Adresser les commandes à la Librairie de l'Humanité.

VIENT DE PARAÎTRE

ET SADOUL ?

par PAUL VAILLANT-COUTURIER

Une brochure, 24 pages..... 0 40

En vente à la librairie de l'« Humanité ».

Le Gérant : R. APERCE.

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
123, rue Montmartre, Paris (2^e)
Georges Daseon, imprimeur.